11e année — N° 199 — 25 Mai 1935 Prix : 2 francs

# la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

**A bas la défense nationale !**

**A bas les alliances militaires !**

**A bas la trahison communiste !**

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

# la Révolution prolétarienne

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

*54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)*
*(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)*

**CONDITIONS D'ABONNEMENT**

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

| | |
|---|---|
| Trois mois..... | 10 fr. |
| Six mois..... | 20 » |
| Un an..... | 40 » |

EXTERIEUR

| | |
|---|---|
| Trois mois..... | 13 fr. |
| Six mois..... | 26 » |
| Un an..... | 50 » |

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris


## La Ligue Syndicaliste

*La Ligue Syndicaliste se propose :*

1° *De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;*

2° *De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;*

3° *De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;*

5° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

# SOMMAIRE

**TRAHISON !** ..... La R. P.

Joseph Pilsudski, rebelle et renégat ..... Max Nomad

Remercions Staline ..... P. Monatte

Staline et Laval nous mènent à la guerre ..... Gilb. Serret

**Les faits de la quinzaine :**

Dévaluation imminente. — Pourquoi dévaluation et non inflation ? — Les deux conditions pour que le prolétariat profite de la dévaluation..... R. Louzon

Paroles d'hier.

Paroles d'aujourd'hui.

Notre enquête : **AU SYNDICAT LE POUVOIR !**

(Esquisse de l'organisation d'une société prolétarienne). — Commentaires de « Plus Loin ». — Opinion de V.-A. Jacquet.

Le gouvernement Zeeland-Delattre à l'œuvre : Les gendarmes belges tirent sur les mineurs. M. Ch.

**A travers les livres :**

Ernest Poisson : Comment j'ai vécu les malheurs de la Banque des Coopératives..... P. M.

**Lettre d'Angleterre :**

Le Jubilé de George V..... Postgate

**Notes sur l'U. R. S. S. :**

Un appel à l'opinion révolutionnaire mondiale ..... M. Yvon

# Trahison !

C'en est fait ! Après l'entrée à la Société des Nations, après la défense du traité de Versailles, après la signature de l'alliance militaire avec l'impérialisme français, Staline met le point final à sa trahison.

« **M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité** », dit le communiqué de Moscou.

**STALINE APPROUVE LA DEFENSE NATIONALE.**
**STALINE APPROUVE LES DEUX ANS.**
**STALINE APPROUVE LES MILLIARDS DE CREDITS SUPPLEMENTAIRES** pour l'aviation, l'artillerie, les marchands de ciment...

**TRAHISON !** Trahison de l'internationalisme ! Trahison de la révolution !

**Trahison de l'internationalisme**, car l'internationalisme consiste à travailler à la disparition des nations. Or, toute politique de « défense nationale », loin de faire disparaître les nations, les dresse les unes contre les autres en blocs de plus en plus sauvagement antagonistes.

**Trahison de la révolution**, parce que la **DEFENSE NATIONALE C'EST L'UNION NATIONALE**, l'union des riches et des pauvres, des capitalistes et des prolétaires, pour faire défendre par les exploités la patrie des exploiteurs.

◇◇◇

Quelles raisons invoque Staline ? Défendre la Russie contre Hitler, lutter contre le fascisme, sauvegarder la paix...

Mais est-ce lutter contre Hitler que **se faire le champion du traité de Versailles et l'allié de l'impérialisme français,** alors que toute la force d'Hitler provient de la détresse où le traité de Versailles et l'impérialisme français ont plongé le peuple allemand ? Est-ce lutter contre le fascisme que **se lier militairement à l'Italie, pays fasciste, père du fascisme,** pour **maintenir de force l'Autriche sous le joug du fasciste Stahremberg ?** Est-ce sauvegarder la paix que ne pas faire un geste pour arrêter son alliée l'Italie en train de **préparer ouvertement la guerre contre l'Abyssinie ?**

En réalité, l'histoire se recommence : une fois de plus, **LA LUTTE DE CLASSES EST SACRIFIEE AUX LUTTES NATIONALES.**

La vérité est que, par sa déclaration et par la politique conforme qu'il va faire suivre au parti communiste français, **STALINE VEND LE PROLETARIAT FRANÇAIS POUR LES BESOINS DE SA PROPRE POLITIQUE NATIONALE.**

◇◇◇

Mais vous, **travailleurs révolutionnaires**, de quelque étiquette que vous vous réclamiez, **VOUS NE TRAHIREZ PAS !** Vous ne trahirez ni la paix, ni l'internationalisme, ni la révolution, trois choses inséparables.

Vous ne vous allierez point à vos maîtres, sous quelque prétexte que ce soit. A l'inverse de Staline, vous ne « comprendrez » ni n' « approuverez » jamais aucune politique de « défense nationale ».

Vous savez que la paix et votre émancipation ne peuvent être assurées que par votre union, non avec vos exploiteurs, mais **avec les travailleurs de tous les pays** pour construire avec eux un monde nouveau.

Un monde qui sera basé sur **la libre fédération de tous les peuples,** fédération où Français, Allemands, Anglais, Russes, etc., seront fondus en une même nation et dans laquelle il n'existera pas plus de frontières qu'il n'y en a aujourd'hui entre Provençaux, Gascons, Bourguignons ou Normands.

Là est la seule voie de salut !

**Pour la disparition des frontières ! Contre tout nationalisme !** Rassemblement !

Rassemblement de tous les travailleurs conscients et honnêtes, de tous ceux qui ne sont pas des suiveurs ni des domestiques !

**A BAS LES TRAITRES AU COMMUNISME !**
**A BAS LA DEFENSE NATIONALE !**

**La Révolution Prolétarienne.**

Tous ceux qui sont d'accord avec ce manifeste sont priés de nous le faire savoir. Ceux qui peuvent en distribuer sont priés de nous en demander; nous leur en enverrons gratuitement.

Tous ceux qui peuvent nous adresser leur obole pour nous aider à couvrir les frais de l'édition et de l'expédition de ces tratcs doivent le faire, et sans tarder.

Adresser lettres, commandes et fonds à la *Révolution Prolétarienne*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (10e). *Chèques postaux :* 734-99 *Paris.*

# JOSEPH PILSUDSKI

## REBELLE ET RENÉGAT

Pour l'observateur non averti l'histoire de Pilsudski, son coup d'Etat, ses caricatures d'élections, sa suppression impitoyable des minorités, les horreurs de ses « chambres de tortures » ne font que rappeler les faits similaires de l'Europe balkanique ou de l'Amérique latine. En fait il y a plus. Pilsudski n'est pas seulement l'un des nombreux politiciens audacieux ou soldats aventureux qui s'emparèrent du pouvoir par un coup de main; il est une classe par lui-même; son caractère est aussi romantique, contradictoire et grotesque que l'histoire de son pays.

### Ce que représentait Pisuldski

Des trois parts qu'on fit de la Pologne il y a 150 ans, la Pologne russe était numériquement, territorialement et économiquement la plus importante. Elle avait une industrie assez bien développée et constamment croissante alors que les Pologne prussienne et autrichienne étaient encore principalement agricoles. Elle avait une bourgeoisie grandissante, s'adonnant au commerce et à l'industrie. Elle comprenait aussi un groupe toujours plus nombreux d'intellectuels qui, sous la dure loi de l'oppresseur russe, avaient fort peu de chances d' « arriver ».

Ce fut ce dernier groupe qui, vers la fin du XIXe siècle commença à ébranler l'accord apparent qui régnait entre l'ours russe et l'agneau polonais. Des classes instruites de Pologne, il était la seule en effet qui n'avait pas abandonné la lutte contre la domination tsariste. Les vastes marchés russes qui étaient alors ouverts aux industriels polonais auraient été un baume efficace pour l'orgueil blessé des marchands et industriels polonais, mais n'étaient d'aucun intérêt pour l' « intelligentsia ». Ce dont cette classe avait besoin ce n'était pas des marchés, mais des places; et elle ne pouvait en espérer tant que le pays serait soumis à une domination étrangère.

Réduite à ses propres forces, cette classe était trop faible pour chasser l'envahisseur; en conséquence, elle se tourna vers le socialisme, le nouvel Evangile qui se répandait alors sur tous les pays d'Europe. Là était la force qui un jour changerait le monde. Le socialisme d'ailleurs réclamait la démocratie et l'indépendance des nationalités opprimées. L' « intelligentsia » polonaise vit immédiatement tous les avantages qu'elle pourrait retirer d'une alliance avec ce puissant facteur international. Les leaders de ce mouvement n'étaient-ils pas d'ailleurs de sa chair? Comme elle : étudiants, « déclassés », journalistes, avocats, politiciens professionnels.

### La période d'internationalisme

Le mouvement révolutionnaire polonais des années 80 fut grandement influencé par les événements qui se produisaient alors en Russie. L'activité des terroristes russes avait porté de rudes coups au tsarisme. La lutte pour une Russie démocratique, européanisée, souleva de grands espoirs en Pologne. Elle aurait abouti non pas à l'indépendance nationale de la Pologne, mais à une large autonomie, avec ses avantages économiques.

Combinaison du terrorisme russe et du marxisme occidental, l'organisation socialiste polonaise qui se créa à ce moment se considérait comme un parti de grand mouvement révolutionnaire qui cherchait à émanciper la population entière de l'empire russe.

Au bout de quelques années, cette organisation succomba sous les coups du tsarisme, en même temps que le terrorisme au sein de la Russie elle-même. En Russie où l'industrie était encore dans l'enfance, le mouvement révolutionnaire sembla fini pour de bon; en Pologne au contraire, qui était économiquement plus avancée, le mouvement ouvrier, une fois lancé, ne s'arrêta pas. Des grèves continuelles harcelèrent les autorités, et ne furent domptées ni par la prison, ni par les exécutions.

Ce fait eut une influence considérable sur les conceptions de l' « intelligentsia » polonaise durant la décade suivante. N'attendant plus d'aide de la Russie — car d'après eux la révolution russe était morte pour une génération au moins — les intellectuels polonais abandonnèrent leur internationalisme et revinrent au nationalisme des démocrates et socialistes polonais des années 50. Ce changement de front se concrétisa dans la fondation du *Parti Socialiste Polonais* qui durant les dernières années du siècle dernier, jusqu'à aujourd'hui, influença une grande partie des travailleurs.

### Le Parti socialiste polonais

Le *Parti Socialiste Polonais* attira dans ses rangs, dès ses débuts, les esprits les plus brillants de la jeunesse polonaise. Parmi eux, au premier rang, Joseph Pilsudski, l'homme d'action et Ignatius Daszynski, le propagandiste, qui devait devenir plus tard président du parlement polonais, et le reste... jusqu'à ce que celui-ci fût dissous par son ancien compagnon d'armes.

Entre les deux hommes la ressemblance est frappante pour ce qui est de leurs origines et de la première partie de leur carrière. Tous les deux appartenaient, par leur famille, à la petite noblesse, et tous deux étaient nés en 1862 dans des pays non ethniquement polonais : Daszynski en Galicie orientale où ses ancêtres régnaient sur les paysans ukrainiens, Pilsudski dans la région de Vilna, pays actuellement réclamé par la Lithuanie. Comme tant de descendants de nobles appauvris n'ayant plus comme fortune que leur « glorieux » passé, ils héritèrent du romantisme des exilés polonais du début du XIXe siècle qui rêvaient de l'indépendance de leur pays et combattirent sur les barricades de toutes les révolutions européennes. Ils entrèrent bientôt dans les rangs des « déclassés » de l'intelligence, cette franc-maçonnerie turbulente qui fournit dans tous les pays en mal de révolution les rebelles et les renégats, les idéalistes et les aventuriers, les hommes d'Etat et les chercheurs de place, et — plus encore que chacun d'eux — un composé de tous les types.

Par une coïncidence immense, Pilsudski reçut son baptême révolutionnaire à propos des événements qui firent exécuter le frère de Lénine, Alexandre. Il fut par hasard impliqué dans l'attentat terroriste contre le tsar organisé par des étudiants russes en 1882, et fut condamné à 5 ans d'exil en Sibérie. C'est là qu'il élabora cette combinaison d'idées socialistes et nationalistes qui, pendant plus d'une génération, imprégna l'esprit d'une grande partie des intellectuels polonais mécontents. Peu après sa libération de Sibérie, il participa à la fondation du Parti Socialiste Polonais (P. P. S.).

Le premier point du programme du P. P. S. était le rétablissement d'une Pologne indépendante. Mais un programme purement nationaliste aurait trop rappelé la vieille Pologne, avec sa toute-puissante noblesse, opprimant et ruinant. Pour rendre l'évangile patriotique acceptable aux travailleurs et en même temps s'assurer le concours des partis avancés d'occident, le drapeau « prolétarien » fut hissé au vieux bateau national. Autrement dit, le rétablissement d'une Pologne indépendante, avec, comme conséquence, une nouvelle bureaucratie formée d'intellectuels polonais, fut proclamé être la condition préliminaire de l'émancipation de la classe ouvrière polonaise.

## La période héroïque

Pour les socialistes occidentaux, le P. P. S. fut longtemps auréolé d'une réputation d'héroïsme semblable à celle des terroristes russes des années 80. Il organisa des grèves, non pas tant pour faire obtenir de meilleurs salaires que pour mettre les ouvriers polonais en conflit avec les autorités tsaristes. Il installa des imprimeries clandestines où des journaux illégaux s'imprimaient. Il terrorisait les autorités tsaristes en tuant nombre d'agents provocateurs, d'agents de police, et de hauts fonctionnaires. Il s'engagea dans de sensationnelles opérations de cambriolages (« expropriations ») dans les bâtiments gouvernementaux, les bureaux de postes, les gares de chemins de fer et les trains afin de se procurer les fonds qui lui étaient nécessaires. Pilsudski participait activement et dirigeait en personne toutes ces entreprises. Arrêté et passible de la peine de mort, il simula la folie et s'enfuit de la prison de Pétersbourg en 1901. En 1908, ce fut lui qui conduisit personnellement la grande attaque sur la gare de Besdany qui permit de remplir le trésor de guerre du parti.

La Révolution russe de 1905 amena toute une série de grèves en Pologne. Le parti de Pilsudski usa de son influence pour les faire porter exclusivement contre le gouvernement tsariste, si bien que le Parti Socialiste Polonais gagna la sympathie et l'aide des classes bourgeoises polonaises qui furent ainsi préservées d'avoir à payer des salaires plus élevés. Pour la première fois la bourgeoisie polonaise commençait à réaliser que les diables socialistes n'étaient pas ausis rouges qu'ils se prétendaient.

Après la défaite de la Révolution de 1905, Pilsudski transféra ses quartiers dans la Pologne autrichienne, d'où il se livrait de temps en temps à des opérations terroristes et d' « expropriation » sur le territoire de la Pologne russe.

## Aux ordres de l'état-major autrichien

Lors du déclenchement de la guerre mondiale, la coopération des socialistes polonais et de l'état-major autrichien aboutit à la formation d'une légion polonaise. Une fois de plus, Pilsudski entra sur le territoire russe, mais cette fois ce n'était plus en conspirateur ou en terroriste, armé de pistolets automatiques et de bombes fabriquées clandestinement; il était en bel uniforme et soumis aux ordres des autorités militaires autrichiennes.

L'activité militaire de Pilsudski en liaison avec les Puissances Centrales prit fin brusquement en 1916 lorsque l'attitude antipolonaise des autorités allemandes et autrichiennes eut rendu impossible toute continuation de la collaboration. Pilsudski s'opposa aux essais faits par les Puissances Centrales d'incorporer dans leurs armées les habitants des territoires de la Pologne non occupée, et de leur faire prêter serment au « futur roi de Pologne », ainsi qu'au général en chef nommé par les empereurs d'Allemagne et d'Autriche. Avant qu'il n'ait pu mettre à exécution son dessein de gagner la Russie révolutionnaire, alors sous le régime de Kérensky, il fut arrêté et interné dans une forteresse prussienne. Il en fut libéré seize mois après, par la révolution allemande de novembre 1918.

## La libération « nationale »

La révolution russe et la défaite des Empires centraux amena la restauration de l'indépendance polonaise : Pilsudski, grand maître des chevaliers errants de la libération nationale, devint le chef du nouvel Etat. Le gouvernement provisoire fut, pour ainsi dire, assuré par le Parti socialiste polonais. Ayant « leur » parti au pouvoir, les travailleurs polonais, en dépit de leurs traditions révolutionnaires, se conduisirent fort sagement. Ils... attendirent, et n'enlevèrent la propriété à personne. Dans le même temps, Pilsudski organisait son armée autour de ce qui restait de sa vieille légion polonaise de la guerre. Quant aux ouvriers, ils restèrent sans armes; leur en donner n'eût pas été sûr. Le Parti socialiste reçut des instructions spéciales de son ancien chef pour ne rien faire de ce genre; elles furent suivies scrupuleusement.

Après les élections à la Constituante, un gouvernement bourgeois régulier fut constitué. Les socialistes n'avaient qu'un petit nombre de députés. Ils furent très sages. En récompense, ils reçurent de multiples avantages. Les imprimeries gouvernementales furent louées aux journaux du parti à un prix très bas qui équivalait à une véritable donation. Les membres du parti, aussi bien tous les intellectuels et semi-intellectuels plus ou moins affamés que les anciens travailleurs manuels qui s'étaient distingués dans les luttes illégales ou ouvertes contre le tsar, furent pourvus de places dans les différentes administrations gouvernementales, armée, police, etc...

## La guerre contre la Russie

Pour sauver Denikine et Koltchak, les Alliés avaient pressé les Polonais d'attaquer les bolcheviks afin d'affaiblir leur résistance contre les armées blanches. Pilsudski reçut leurs ordres, accepta leurs munitions, leurs approvisionnements et leur argent, mais... il fit dire à l'Armée Rouge de ne pas s'inquiéter. Si romantique et rêveur qu'il était, il n'était tout de même pas assez fou pour aider au rétablissement de ses vieux ennemis, les tsaristes, qui n'auraient jamais reconnu l'indépendance de son pays.

Mais pas plutôt ce danger eut-il disparu par la victoire de l'Armée Rouge sur tous les fronts en 1920 que Pilsudski entreprit l'invasion de la Russie soviétique afin de reconstituer l'ancien grand empire polonais qui allait de la Baltique à la Mer Noire en englobant la Lithuanie, la Russie Blanche et l'Ukraine.

Cette folle aventure n'eut pas l'approbation de toute la Pologne. Les classes les plus riches, les industriels, les nobles propriétaires fonciers (excepté ceux dont les terres avaient été nationalisées par les Soviets en Ukraine et Russie-Blanche) craignaient les lendemains d'une défaite possible, entraînant révolution et expropriation. Ils n'étaient pas davantage réjouis à l'idée d'une augmentation possible du prestige de Pilsudski dont ils n'avaient pas oublié le passé révolutionnaire. Toute différente fut l'attitude des éléments peu à l'aise qui voyaient une issue à leurs difficultés économiques dans la conquête de nouveaux territoires. La petite bourgeoisie espérait trouver là plus d'occasions d'assurer son indépendance économique; les intellectuels comptaient y trouver de nouveaux emplois et les partis paysans des nouvelles terres qu'on prendrait aux paysans d'Ukraine et de Russie-Blanche dont les habitants deviendraient ainsi de simples « porteurs de bois et tireurs d'eau » pour les conquérants polonais. Quant aux ouvriers, ils s'opposèrent d'abord à la guerre, mais lorsque l'Armée Rouge eut repoussé l'invasion polonaise et se mit en marche sur l'Ukraine, des bataillons ouvriers spéciaux furent formés par les socialistes et combattirent, sous le drapeau rouge, contre les soldats de Trotsky. La vieille haine et la peur du Russe se montraient plus fortes que la solidarité prolétarienne.

## Eclipse

De 1922 à 1926, le pouvoir échappa graduellement aux mains de Pilsudski et de ses partisans pour aller dans celles des réactionnaires. Cela fut dû principalement à la différenciation qui s'était accompli dans les rangs de la paysannerie polonaise. Le parti « Piast », qui représentait les paysans les plus aisés et était conduit par l'ancien premier ministre Witos, forma un bloc avec les « Droites ». Le résultat fut que Pilsudski dut limiter son activité au domaine de l'armée, mais même là ses ennemis et rivaux, politiques et personnels, lui rendirent la vie insupportable. Il démissionna donc et se retira, plein d'amertume, dans la maison de campagne que ses compatriotes lui avaient donnée en reconnaissance de son passé.

### Le coups de force

En 26, Pilsudski décida d'abandonner son attitude de résignation, et d'entrer ouvertement en lutte avec ses adversaires.

Il tenta le coup, et le réussit. Son coup d'Etat du 12-15 mai 26 fut une affaire purement militaire. Il ne désirait point que ce fut quoi que ce soit d'autre, et durant ces trois jours il ne lança pas un seul appel à la population. Une grande partie du peuple, les ouvriers, les paysans pauvres, la petite bourgeoisie et tout particulièrement l' « intelligentsia », acclama sa victoire mais ne prit aucune part à la lutte. Le Parti Socialiste Polonais qu'il avait fondé 40 ans auparavant n'intervint que le soir du second jour. L'issue avait été jusque là incertaine; or, si jouer le tout pour le tout est permis à un « vieil héros » isolé, ce ne l'est pas à un respectable parti de gens en place, qui ont oublié les jours glorieux de la misère, de la prison et du martyre.

Le premier groupe politique qui vint se ranger ouvertement aux côtés de Pilsudski durant la lutte fut... le parti communiste. Fait d'autant plus étrange que Pilsudski dénonçait le parti communiste comme une bande d'agents russes dont la propagande pour les soviets ne visait qu'au rétablissement, sous une nouvelle forme, de la domination russe sur la Pologne. Mais les communistes raisonnaient ainsi : Pilsudski est le représentant des couches populaires, il est engagé dans une lutte contre le bloc réactionnaire constitué par les capitalistes, la noblesse foncière et le clergé, c'est le devoir des communistes de venir à la rescousse. Ils appelèrent à la grève générale et à l'armement des travailleurs.

Ces bonnes intentions ne valurent pas aux communistes la gratitude de Pilsudski, mais elles les perdirent de réputation dans l'Internationale Communiste. Car si les sentiments démocratiques étaient conformes à la théorie communiste la plus orthodoxe dans les pays où la petite bourgeoisie sympathise généralement avec la Russie, ils devenaient une trahison en Pologne où la petite bourgeoisie, représentée par Pilsudski, était, beaucoup plus que toute autre partie de la population, en faveur d'une politique agressive à l'égard de l'U.R.S.S.

### Dictature militaire

Le soutien continu que la majorité des électeurs avait apporté pendant tant d'années aux ennemis politiques de Pilsudski avait sans doute détruit sa croyance dans le caractère divin de la *vox populi*. Il avait risqué sa vie cent fois, créé une armée nationale, rétabli l'indépendance de son pays — et tout cela paraissait ne pas toucher cette ingrate majorité. Ses vieilles sympathies pour le pouvoir civil prirent donc le chemin des rêves socialistes de sa jeunesse. Toute sa tendresse fut réservée à ses frères en uniforme. Ils étaient le sel de la terre; être prêts à mourir pour leur pays en faisait une véritable aristocratie, ayant le droit de régner sur les lièvres peureux qui ne pensent qu'à leur bien-être matériel. Le lièvre doit obéir...

Le gouvernement cessa donc d'être parlementaire, et même civil. Il passa entre les mains du « groupe des colonels » dirigé par le colonel Slawck, bras droit du maréchal.

Cependant, avec l'aide de l'appareil gouvernemental, Pilsudski chercha à gagner des appuis dans les diverses classes de la population. Il fit des promesses aux industriels et aux propriétaires, aussi bien qu'aux paysans pauvres et aux ouvriers. Il ouvrit sa main aux myriades d'intellectuels et semi-intellectuels ambitieux qui n'avaient pu obtenir de places dans l' « appareil » surchargé de leur « patrie libérée ». Il sema la guerre dans le Parti Socialiste Polonais et amena la section de Varsovie ainsi que les syndicats de la capitale à se prononcer sans réserve pour sa politique de pouvoir personnel: une fonction gouvernementale dans la capitale est un argument très convaincant, et qui ne coûte qu'au Trésor. La libération de son pays, à laquelle dans sa jeunesse il voulait sacrifier sa vie, avait été remplacée par un autre idéal : la conservation de son pouvoir.

### Sadisme

A l'égard des minorités nationales il surpassa les féodaux de Galicie eux-mêmes. Après la guerre, la Galicie orientale, qui est ethniquement ukrainienne, demeura à la Pologne, comme cela avait été sous la domination des Habsbourg, où la noblesse polonaise avait été favorisée aux dépens de la paysannerie ukrainienne. La lutte entre Pilsudski et ses adversaires éveilla les espoirs des militants nationalistes ukrainiens qui commencèrent une campagne désespérée et très violente contre la noblesse foncière polonaise, campagne qui fut à beaucoup d'égards la réplique parfaite de la vieille lutte de la Ligue agraire irlandaise contre les landlords anglais.

Pilsudski, dont la politique à l'égard des Ukrainiens avait été jusque là plutôt conciliante en comparaison de ce que réclamaient ses adversaires de Droite les plus réactionnaires, fut pris de fureur; il entreprit une campagne de violence telle que les exploits des Black and Tans apparaissent à côté comme des jeux anodins. Les écoles ukrainiennes, les sociétés d'enseignement, les magasins coopératifs et autres institutions furent fermés ou détruits; des centaines de paysans furent fouettés et massacrés.

Il faut cependant lui rendre cette justice, c'est que son sadisme frappait également toutes les nationalités et tous les partis politiques. En même temps que les expéditions punitives étaient en pleine action dans la Galicie orientale et que, dans la prison de Luck, des communistes et autres « extrémistes » étaient soumis aux horreurs habituelles aux pays balkaniques — la forteresse de Brest-Litovsk était transformée en chambre de torture pour les chefs parlementaires des différents partis modérés d'opposition. Socialistes du type de Macdonald (parmi eux un ancien Procureur général), catholiques du Parti démocrate chrétien, députés du Parti paysan (parmi lesquels un ancien premier ministre) subissaient tous dans la même mesure les effets de la vengeance personnelle de ce vieillard enragé qui avait décidé de traiter une nation tout entière pire que ses ancêtres n'avaient traité leurs serfs.

Pilsudski appartint à une sorte de romantique particulièrement dangereux ; il fut un mélange grotesque de Napoléon et de Caligula, avec les traits de ce dernier prévalant.

Max Nomad.

## Souscription pour Victor Serge

*3e liste*

| | | |
|---|---|---|
| Report de la précédente liste | 2.090 | 50 |
| Rossi | 20 | » |
| Souscription versée par Allot | 20 | » |
| Souscription versée par Chambelland (reçu à la *Révolution Prolétarienne*) | 20 | » |
| Syndicat National des Instituteurs, section du Nord | 100 | » |
| Souscription versée par Stephen Mac Say. | 20 | » |
| Tréjean, La Chapelle | 10 | » |
| Syndicat National des Instituteurs, section du Rhône | 50 | » |
| Suzanne et D. Nicolitch | 20 | » |
| Cauvot, Pontoise | 10 | » |
| Marie Forest, Cubize | 50 | » |
| Levacher, Blois | 20 | » |
| Anonyme, Tergnier | 15 | » |
| Berthoumieu, Constantine | 50 | » |
| Pagès, Paris | 20 | » |
| Sénillou, Nanteuil | 50 | » |
| Morel, Aulnay | 10 | » |
| Audy, Port-Sainte-Foy | 10 | » |
| Syndicat National des Instituteurs, section de l'Aveyron | 150 | » |
| Souscription du Combat Marxiste, versé par Epstein | 100 | » |
| Syndicat National des Instituteurs, section Haute-Saône | 50 | » |
| Marguerite Rosmer | 100 | » |
| Total à ce jour | 3.205 | 50 |

# REMERCIONS STALINE

La déclaration de Staline a frappé de stupeur tous les milieux ouvriers; et même les autres. Elle est importante, certes, aussi bien au point de vue historique et même humain que d'un point de vue intérieur de parti ou de mouvement; d'une telle importance qu'elle fera date, grande date.

Par elle, le 15 mai 1935 marquera dans l'histoire.

N'est-ce pas un événement capital que d'entendre le grand chef de l'Internationale communiste proclamer qu'il « comprend et approuve la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité », cette politique imposée à un gouvernement réactionnaire par l'état-major de l'armée ?

On peut mesurer l'importance historique de l'événement et admirer le spectacle qui est offert au monde entier sans pour cela être surpris. Une foule d'événements avaient annoncé ce qui arrive. Non seulement depuis des mois, mais depuis des années. Nous avons marqué ces événements au fur et à mesure qu'ils se produisaient. Mais les actes, qui ne mentent pas, eux, ne parlent pas pour tout le monde. On se fie aux paroles qui les contredisent, qui les cachent. Cependant il arrive un jour où il est difficile, sinon impossible, d'agir d'une certaine manière et de parler d'une autre. Il faut dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit. C'est ce qui vient d'arriver à Staline. Remercions-le pour sa franchise, pour son cynisme.

⁂

Ce que vient de proclamer Staline, les actes de la diplomatie russe l'avaient déjà dit depuis longtemps. Remontons un peu en arrière.

Il y a quelques mois, le député radical Archaimbaud, rapporteur du budget de la Guerre. déclara dans une réunion de commission que les renseignements sur les armements allemands donnés dans son rapport lui avaient été fournis par les techniciens militaires de l'ambassade russe; je ne sais plus quel député socialiste, à la commission de l'armée, s'écria : « Mais, alors, la Russie nous pousse au service de deux ans ? » Le député Archaimbaud ne dit pas non. Un député communiste était présent, paraît-il; il ne se récria pas. Il est probable qu'il baissa la tête avec un peu de honte. Du moins, je veux l'espérer pour lui. Dès ce moment déjà, la Russie poussait en effet la France aux deux ans.

Remontons plus loin, à l'action commune Barthou-Litvinov. On se rappelle que c'est Barthou qui prépara l'entrée de la Russie à la Société des Nations. Mais on se rappelle aussi les voyages circulaires en Europe du même Barthou, ami de Poincaré, son successeur, l'héritier de sa politique étrangère. Ces voyages n'avaient d'autre but que de préparer l'encerclement de l'Allemagne. Au point que les événements de Marseille provoquèrent un soupir de soulagement dans certains pays. « Barthou va droit à la guerre », disait-on couramment dans les pays de la Petite-Entente. Sa mort interrompait la politique qu'il avait tracée, d'accord avec Doumergue, mais d'accord aussi avec Weygand et l'état-major. Cela n'empêchait pas Léon Blum de couvrir de fleurs le cercueil de Barthou, comme si le dilettantisme littéraire du défunt pouvait effacer aux yeux du leader socialiste sa poursuite de la guerre.

Remontons plus loin encore, au delà des cabinets réactionnaires, au temps des ministères radicaux. L'alliance militaire franco-russe d'aujourd'hui a été préparée par Herriot. On n'a pas oublié que les premiers voyages publics de missions militaires de l'Air eurent lieu sous un ministère radical, alors que M. Cot était ministre de l'Air. On racontait même une savoureuse répartie d'un général au ministre. Celui-ci lui ayant dit, à un moment où la musique russe jouait l'*Internationale* : « Nous vous en imposons de dures, mon général ». Cette réponse était partie : « Contre Hitler, je suis prêt à tout avaler ». En effet, contre Hitler, l'état-major français était prêt à sceller l'alliance militaire franco-russe. Il l'a scellée.

Après la victoire d'Hitler, au lendemain de quelques-unes de ses rodomontades guerrières, Weygand prononça ces paroles qui sont toute la politique présente de l'état-major : « Laissez-moi faire la guerre maintenant, je la gagnerai. Si vous m'obligez à attendre deux ans, cinq ans, elle me sera imposée, et je la perdrai. » C'est ce que l'on a appelé la guerre préventive contre Hitler. C'est à cela que s'est rallié l'état-major russe. C'est le sens de la nouvelle alliance militaire franco-russe.

⁂

Ainsi, il n'y aurait que deux alternatives : devancer Hitler, faire la guerre préventive, écraser presque à coup sûr l'Allemagne hitlérienne; ou bien attendre l'attaque d'Hitler dans quelques années, avec de sérieuses chances d'être alors battus.

Nous repoussons ces deux hypothèses. Que les états-majors militaires regardent le monde avec les mêmes yeux, c'est naturel. Aveugle, qui s'en étonne. Mais que les grands chefs de la révolution mondiale raisonnent comme les militaires, nous ne le comprenons pas. Loin de le comprendre et à plus forte raison de l'approuver, nous disons fermement que nous ne marchons pas plus en 1935 qu'en 1914 contre le militarisme prussien. Aveugle qui ne comprend pas que les travailleurs de France, d'Allemagne, de Russie, de partout, doivent briser le cercle infernal où veulent les enfermer Staline et Laval, Vorochilov et Weygand, Hitler et Mussolini.

Dès 1919, nous avons dit que le traité de Versailles devait fatalement engendrer de nouvelles causes de guerre. Les causes sont à la veille de produire leurs effets. Hitler est un produit du traité de Versailles. On ne le détruira pas sans détruire ses racines. Mais on n'arrachera pas ces racines sans refaire un monde sans frontières, sans faire prévaloir l'esprit de classe sur l'esprit national.

⁂

Pendant que la diplomatie franco-russe préparait la guerre contre Hitler, comme il y a quelques dizaines d'années, elle avait préparé la destruction du militarisme allemand, la bureaucratie de la IIIe Internationale, interprète du patriotisme russe, préparait, elle, le moral

de la classe ouvrière; elle enrichissait le catéchisme communiste d'un chapitre sur la patrie. Tout le monde a pu entendre dans les réunions électorales communistes réciter ce nouveau chapitre, chanter ces nouveaux couplets, hélas! bien vieux, non seulement pour Cachin, enfin à son aise, ou pour Vaillant-Couturier, content de retrouver bientôt son bel uniforme, mais pour tous ces jeunes qui nous reprochaient d'avoir été, lors de la dernière guerre, de simples zimmerwaldiens et non pas des défaitistes révolutionnaires.

Staline croyait sans doute la préparation des esprits assez avancée pour pouvoir parler comme il l'a fait et satisfaire ainsi aux demandes du gouvernement français. Il savait pouvoir compter sur la servilité des bons bureaucrates professionnels du parti communiste français. Il savait qu'ils obtempéreraient. Il supposait que les suiveurs suivraient. Il s'est mis le doigt dans l'œil en pensant que c'était là tout le mouvement révolutionnaire français.

P. Monatte.

# STALINE ET LAVAL NOUS MÈNENT A LA GUERRE

*De toutes parts, des militants ouvriers, des intellectuels, des internationalistes de toutes tendances se dressent contre la honteuse trahison de Staline et de ses fidèles. Nous sommes heureux de reproduire ci-dessous les principaux passages d'un article que Gilbert Serret vient de publier dans l'*Ecole Emancipée :

Laissons de côté — bien qu'il soit singulièrement significatif — tout le cérémonial extraordinaire avec lequel l'U. R. S. S. a reçu le représentant de l'Impérialisme français. Ne parlons point de cette atmosphère de « *sympathie* », « *d'amitié* », « *d'intimité* », dans laquelle se sont déroulés les débats entre Laval, Staline, Litvinoff, Kalinine. N'évoquons pas « *l'enthousiasme délirant* » de la foule russe à l'égard du ministre de notre Bourgeoisie. Oublions mêmes ces exhibitions armées et ces avions dessinant dans le ciel les initiales de la République française. Et arrivons aux choses essentielles, au but évident du voyage de Laval, à la question militaire.

Après le simulacre d'attaque aérienne auquel Laval assistait plein d'admiration, le général Kork, commandant les forces militaires de la région de Moscou, incita la France à s'armer et à s'équiper en vue de la guerre chimique, industrielle et aérienne de demain!

Ce propos, si grave soit-il, n'est cependant rien à côté *de la déclaration officielle faite par Laval au monde entier, du haut de la tribune du Grand Théâtre de Moscou, déclaration qui est l'œuvre commune du ministre français et des chefs de l'I. C. et de l'U. R. S. S....*

Brutalement, cyniquement, le Gouvernement russe et le Chef incontesté de l'Internationale communiste viennent donc d'enchaîner le prolétariat français au char de l'Impérialisme, de renier octobre 17 et de trahir la cause de la révolution prolétarienne.

L'événement terrible que nous avions prévu et dénoncé vient donc de se réaliser : *l'U. R. S. S. et l'I. C. sont ouvertement et définitivement incorporées dans le concert des chacals impérialistes.* « *La patrie des travailleurs du Monde* » et « *le chef aimé du prolétariat mondial* » approuvent pleinement la politique impérialiste de la France de Finaly et de Schneider...

Cette décision, qui a dû être un véritable coup de massue pour un très grand nombre de communistes français, va avoir des conséquences immédiates et lointaines de la plus haute gravité.

D'abord ni le P. C., ni la C. G. T. U. ne pourront continuer leur campagne contre les deux ans, le militarisme et la guerre — campagne qui avait d'ailleurs singulièrement faibli ces jours derniers. Du même coup, nous allons voir se développer l'abominable psychose de guerre sous le masque de la lutte contre l'hitlérisme.

Vraisemblablement, la question de l'Unité politique et de l'Unité syndicale va prendre une tournure nouvelle. La rentrée du P. C. à la S. F. I. O. et de la C. G. T. U. à la C. G. T. apparaissent comme la suite logique du revirement que l'U. R. S. S. et l'I. C. viennent de réaliser sous la houlette de Laval et de Staline. Chacun sait en effet que la C. G. T. (voir résolution votée à son dernier C. C. N.) et la S. F. I. O. (voir déclarations des leaders) sont pour la défense nationale et le pacte d'assistance franco-russe.

L'attitude de Staline désapprouvant la lutte des prolétaires français contre leur propre impérialisme signifie clairement que la IIIe Internationale est entrée dans la voie de la révision, de la falsification, de la trahison même, de la doctrine révolutionnaire de Marx et de Lénine. La IIe Internationale buta sur la guerre en août 14; la IIIe Internationale n'attend même pas le déclenchement de la prochaine pour trahir la cause sacrée de l'Internationalisme prolétarien!

A la lumière des affirmations de Staline-Laval, nos critiques contre la politique *intérieure* de l'U. R. S. S. apparaissent comme singulièrement fondées.

Peut-on, en effet, qualifier de « *prolétarien* » un Etat qui approuve la politique antiprolétarienne et impérialiste d'un autre Etat, qui justifie « *la défense nationale* » en régime capitaliste et qui, par conséquent, invite les travailleurs à se soumettre aux volontés de l'Impérialisme?

Le Gouvernement russe vient donc de signifier nettement aux prolétaires de tous les pays qu'il ne poursuit plus la politique prolétarienne de la Révolution d'octobre, mais qu'il s'est engagé dans la voie thermidorienne et bonapartiste.

Tout cela nous mène d'abord à l'*Union sacrée*, ensuite *à la Guerre*...

Sous les ordres de Weygand, qui pour la circonstance reprendra du service, armés des mitrailleuses Hotchskiss et des canons de Schneider, pour la défense des intérêts de l'U. R. S. S. et de De Wendel, nous irons donc, au besoin, égorger les travailleurs allemands, nos frères! Et ça pour la « *défense inconditionnée de l'U. R. S. S.* », pour barrer la route à l'hitlérisme, pour la Liberté! Tout comme en 1914 ce fut pour le Droit!...

Mais nous, *sous aucun prétexte, à aucun prix, nous n'acceptons ces mensonges infâmes. Nous dénonçons la trahison stalinienne et la collusion scandaleuse entre l'appareil étatique russe et notre impérialisme. Nous proclamons que notre ennemi fondamental est chez nous et que la lutte pour la Paix se confond aevc la lutte pour notre libération. Nous demeurons, envers et contre tous, des internationalistes et des révolutionnaires.*

# LES FAITS DE LA QUINZAINE

## Dévaluation imminente

*Il va falloir y passer, Germain-Martin a beau multiplier les dénégations. Malgré Wendel et malgré Rothschild, d'ici quelques semaines, peut-être d'ici quelques jours, le franc Poincaré aura vécu. Tout comme en 1926 pour le franc de Germinal ça va être le déficit budgétaire qui va le tuer. Le déficit du 26 août était dû à la guerre passée, celui d'aujourd'hui est dû en partie à la crise, mais aussi à la guerre, à la guerre... future.*

*Malgré la faible rentrée des impôts, malgré les milliards de déficit des chemins de fer, malgré les milliards versés aux agriculteurs, Germain-Martin aurait sans doute pu, non point certes boucler son budget, mais trouver à emprunter encore les milliards nécessaires pour en boucher le trou, s'il n'y avait pas eu la « défense nationale », la défense nationale chère à Staline.*

*Les énormes dépenses pour les nouveaux programmes d'armement, pour le maintien de la classe sous les drapeaux, etc..., nécessitent en effet elles aussi l'appel à l'emprunt. Ça fait trop d'emprunts. L'Etat français ne peut plus espérer qu'on lui prête tant de milliards, si ce n'est à des taux de plus en plus excessifs. Il faut donc... autre chose. Cette autre chose ne peut être que ce qui se fait toujours quand on ne trouve plus de quoi payer ce que l'on doit : faire faillite — faillite qui, lorsqu'il s'agit de l'Etat, se baptise « cours forcé », « inflation », « dévaluation »...*

*Le scénario s'en développera sans doute selon l'un des deux modes suivants :*

*Ou bien il sera d'allure lente. Germain-Martin présentera aux Chambres à leur rentrée un nouveau plan de « déflation ». Les députés auxquels depuis 18 mois on ne cesse de présenter des plans d' « économies » pour mettre fin au déficit budgétaire et à la crise, et qui n'en voient pas moins la crise durer et le déficit enfler, ne marcheront plus cette fois; le ministère sera renversé et un nouveau viendra... qui fera la dévaluation.*

*Ou bien la cadence sera beaucoup plus rapide, d'allure catastrophique. Dans les derniers jours de la semaine qui se finit au moment où j'écris, la Bourse a été la Bourse des grands jours, des grands jours... d'inflation: les Rentes françaises ainsi que toutes les valeurs à revenu fixe dégringolaient fortement tandis que les actions et autres valeurs réelles s'emballaient à la hausse. En même temps, la livre sterling montait et le dollar se maintenait résolument « au-dessus de son point d'entrée d'or », ce qui faisait chaque jour partir pour l'Amérique « notre » bon or de la Banque de France, — chaque jour sauf celui où ces sacrés matelots havrais poussèrent l'antipatriotisme jusqu'à ne pas vouloir faire partir le* Champlain... *et sa cargaison d'or. Si ce mouvement, en tous points analogue à celui qui précéda la dévaluation belge, se poursuit et s'amplifie, il faudra prendre des mesures d'urgence : c'est la fuite de l'argent et non plus le vote du Parlement qui décidera. Le ministère actuel, ou un nouveau hâtivement formé, aura à réaliser la dévalutation dans les 24 heures, si bien que celle-ci sera peut-être déjà faite quand ce numéro parviendra à nos abonnés.*

## Pourquoi dévaluation et non inflation

*La nouvelle faillite de l'Etat français — la seconde en moins de dix ans — se distinguera de la précédente en ce qu'au lieu d'être une failliite « insidieuse » — comme on avait à juste titre baptisé la lente dépréciation du franc qui va de 1914 à 1926 — elle sera une faillite « brutale », opérée par « dévaluation » au lieu de l'être par « inflation ». Ce sera d'un seul coup que l'Etat réduira ses dettes de 10, 25, 50 %, en réduisant d'un seul coup la valeur or des billets avec lesquels il paiera ses dettes. Au lieu d'une diminution progressive de la valeur du franc, une diminution d'un seul coup.*

*On peut se demander pourquoi l'Etat, cette fois, choisit cette méthode. Elle semble, à première vue, bien inférieure à l'autre. Avec l'inflation progressive, la monnaie ne diminuant que peu à peu de valeur, chacun s'accommode progressivement aux nouvelles conditions qui résultent pour lui de la nouvelle valeur de la monnaie. D'autre part, il est fort difficile d'apprécier du premier coup de combien exactement il faut baisser la valeur de la monnaie pour atteindre, sans le dépasser, le but qu'on poursuit; c'est cependant ce qu'on est obligé de faire avec la dévaluation, tandis qu'avec la dépréciation progressive on peut voir venir et l'arrêter, au besoin après quelques oscillations, juste au degré où l'expérience montre que ça suffit.*

*La méthode de dépréciation progressive, la méthode par « inflation » est donc nettement supérieure à celle de la dévaluation. Pourquoi donc ne pas l'adopter? Il suffit, pour en deviner la raison, de regarder quels sont les pays qui ont opté pour la dévaluation, et ceux qui lui ont préféré la dépréciation progressive.*

*Deux pays, depuis la crise, ont fait de la dépréciation progressive : l'Angleterre et les Etats-Unis. L'un d'eux, les Etats-Unis, avait une monnaie stable depuis très longtemps; la guerre s'était passée sans aucune diminution de la valeur du dollar; l'autre, l'Angleterre, avait vu sa livre sterling légèrement dépréciée dans les années qui avaient suivi immédiatement la guerre, mais, peu après, la livre était revenue à sa valeur primitive, à sa valeur-or d'avant-guerre. Ces deux pays n'avaient donc point connu les « affres » de l'inflation. L'opinion publique n'y avait pas le souvenir encore tout chaud de monnaies qui ayant commencé à baisser, ne cessent de baisser, ni l'expérience de ce qu'il faut faire pour se mettre à l'abri, c'est-à-dire se débarrasser à tout prix de ses billets en les échangeant contre de l'or, ou des billets étrangers, ou bien en achetant des valeurs réelles, marchandises, immeubles, usines, etc..., et en outre ne pas prêter d'argent.*

*Les Etats anglais et américain pouvaient, grâce à cela, « commander » la baisse de leur monnaie, ils ne risquaient pas d'être débordés par la masse du public.*

*Il n'en est pas de même dans les pays où les souvenirs de l'inflation sont encore frais. Une baisse indéterminée de la monnaie, même si elle n'était au début que très faible, y déchaînerait la panique. Du fait de l'expérience qui y fut acquise par la masse des capitalistes, l'argent liquide s'évaderait à l'étranger, les prix augmenteraient à toute allure, le crédit serait entièrement arrêté. C'est pourquoi la Tchécoslovaquie et la Belgique dont les monnaies ont subi l'inflation après guerre, ont employé la dévaluation, et c'est pourquoi la France, demain, fera de même.*

*A l'inverse de la déflation, la « dévaluation » se présente en effet comme quelque chose de définitif. C'est une faillite. Mais une faillite où le failli dès l'abord vous fixe sur le pourcentage qu'il vous paiera. La monnaie, d'un seul coup est dévaluée, mettons de 25 %, mais on nous présente cette amputation comme une amputation définitive, qui n'est pas susceptible de s'accentuer; et, pour preuve, on garantit à la nouvelle monnaie une valeur fixe, en la laissant, comme la précédente, échangeable contre de l'or. Ce n'est pas le cours forcé, comme avec l'inflation; les billets de banque ne sont plus échangeables que contre une quantité d'or inférieure à ce qu'elle était auparavant, mais ils restent néanmoins échangeables contre une certaine quantité d'or. La nouvelle monnaie a donc nécessairement une valeur stable tout comme la précédente. Le fait est accompli. Il n'y a plus qu'à s'y adapter et à s'incliner. Tant mieux pour ceux qui se sont débarrassés de leurs billets de banque avant le jour fatidique; mais ceux qui les ont gardés n'ont plus de raisons maintenant de s'en débarrasser. Tant mieux pour ceux qui se sont chargés de dettes, et tant pis pour ceux qui ont prêté de l'argent, que ce soit aux particuliers ou à l'Etat: les premiers auront moins à rembourser, en valeur réelle, qu'ils n'ont reçu et les autres recevront moins qu'ils n'auront donné; mais sur la base de la nouvelle valeur des billets on pourra encore prêter et être remboursé par des billets de même valeur!*

*Tout ceci, bien entendu, à condition que la dévaluation ne soit pas, à brève échéance, suivie d'une nouvelle dévaluation... Mais cela est hors de question, n'est-ce pas? Ministres et journaux se chargeront de nous en assurer.*

*Voici donc pourquoi, après la brève et timide tentative d'inflation masquée de cet hiver, arrêtée dans l'œuf d'ailleurs par la Banque de France, nous allons vers une mesure radicale de dévaluation.*

## Les deux conditions pour que le prolétariat profite de la dévaluation

*Que la dépréciation monétaire ait lieu par inflation ou par dévaluation, qu'elle soit faite uniquement dans des buts économiques comme ce fut le cas en Angleterre et aux Etats-Unis ou qu'elle soit opérée sous la pression de déficit budgétaire, comme ce sera le cas en France, elle n'en comporte pas moins la même conséquence : une reprise de l'activité économique, et c'est cela seul qui importe du point de vue prolétarien.*

*Il y a un point sur lequel nous nous sommes souvent expliqués, mais sur lequel il n'est peut-être pas inutile de revenir.*

*La dépréciation monétaire amène inévitablement, plus ou moins vite ou plus ou moins tôt, mais forcément une hausse des prix. La dévalutation c'est donc la « vie chère ».*

*La « vie chère » est-elle dommageable au prolétariat ? — En aucune manière. Il est faux de dire que la hausse des salaires ne suit nécessairement qu'avec un certain retard la hausse des prix. Il n'y a aucune « nécessité » là-dedans. Une double preuve expérimentale en fut donnée, en France même, durant la vie de notre génération. La période* 1900-1914 *a été une période de hausse continue des prix (due non à la dépréciation légale de la monnaie, mais au bas prix de l'or nouvellement exploité du Transvaal); c'est l'époque où naquit l'expression de « vie chère ». Or cette période a été également celle d'une amélioration continue du sort de l'ouvrier, par rapport à ce qu'il était durant la décade précédente, époque pourtant de bas prix. Plus récemment, est-ce que la période* 1922-1929 *n'a pas procuré à l'ouvrier français un standard de vie très suppérieur à celui qu'il possède maintenant, bien que les prix n'aient point cessé pendant tout ce temps de monter, alors que depuis lors ils sont stables ou même ont légèrement baissé?*

*La raison en est qu'il n'y a rien de* nécessaire, *rien d'*inévitable *dans la question des salaires. Le salaire ne dépend pas de « lois économiques »*, il ne dépend que de la force relative du patron et de l'ouvrier, *du « rapport des forces ».*

*Ce rapport des forces dépend lui-même de multiples facteurs, dont l'un, fort important, est le degré d'activité économique. Chacun sait que si l'activité économique est grande, si les patrons ont besoin de beaucoup d'ouvriers, il est plus facile à ceux-ci d'obtenir de meilleures conditions de travail qu'avec une activité économique ralentie, laissant sur le pavé nombre de chômeurs. En donnant un coup de fouet à l'activité économique, la liquidation monétaire améliore donc la position de la classe ouvrière dans sa lutte pour le salaire, non point seulement le salaire valeur nominale, mais le salaire* en valeur réelle; *elle permet donc d'arracher une hausse des salaires non seulement proportionnelle, mais* plus *que proportionnelle — à celle du coût de la vie.*

*Mais cela seulement si la classe ouvrière* le veut. *Les conditions dans lesquelles elle peut engager la lutte sont améliorées, mais cela ne lui évite point la lutte. Or pour pouvoir lutter il faut que la classe ouvrière ne soit pas paralysée; pour cela deux précautions sont à prendre.*

*L'une est d'ordre politique. Il faut, plus que jamais, que le prolétariat soutienne son indépendance totale à l'égard du pouvoir. Si la présence au gouvernement de tel ou tel de ses soi-disant défenseurs, l'empêche de se lancer avec toutes ses forces dans la bataille de salaires, par crainte d'embêter le « camarade ministre », la classe ouvrière est foutue. Le cas des mineurs belges dont il est question d'autre part est typique à cet égard. Pour les*

*ouvriers de la mine en question le « plan au pouvoir », ça s'est traduit par une diminution de salaires; ils se rebellent; toutes les forces du Parti Ouvrier* (sic!) *sont alors mobilisées pour les calmer, car on ne doit pas faire grève — n'est-ce pas — quand Vandervelde, De Man et Spaak sont au pouvoir. En sens inverse le cas des Etats-Unis n'est pas moins probant. Si la dévaluation du dollar n'a pas été dommageable aux mineurs américains, et si même, comme il semble, elle leur a été profitable, au moins dans le cas des ouvriers organisés, c'est que, dès le lendemain de la baisse du dollar et de la hausse des prix consécutive, ils se sont lancés, sans ménagements pour personne, dans une lutte ardente qui a couvert le pays d'une immense vague de grèves comme jamais l'Amérique ni l'Europe n'en avaient vue.*

*La seconde précaution à prendre est d'ordre plus spécialement économique. Elle consiste à ne pas se lier par des accords avec le patronat, ou tout au moins à ne le faire que très prudemment et à bon escient. En disant cela je pense surtout aux accords tendant à l'établissement d'échelles mobiles qui feraient varier les salaires proportionnellement aux prix.*

*L'échelle mobile est une excellente chose et qu'il s'agira d'imposer aussitôt la dévaluation décidée, pour toutes les professions où les conditions de lutte sont telles qu'on ne peut espérer obtenir de hausse des salaires que longtemps après que les prix ont monté. C'est le cas en premier lieu pour les fonctionnaires. Les fonctionnaires ont terriblement pâti de l'inflation des années* 1920-1926, *l'expérience leur a montré que toute la machinerie parlementaire qu'il est nécessaire de mettre en branle pour élever leurs « traitements », ne fonctionne qu'avec un retard considérable qu'il leur est fort difficile de réduire, attachés comme ils sont à leur emploi. Donc, pour eux, l'échelle mobile est de toute nécessité.*

*Mais dans le cas des industries privées, à personnel mobile, la question est différente. Dans les professions où par suite de circonstances quelconques, les salaires en valeur réelle ont pu, malgré la crise, se maintenir à un niveau relativement élevé, l'échelle mobile — à condition que le contrat qui la fixe ne soit pas d'une durée trop longue — peut encore présenter des avantages, mais dans les professions les plus touchées par la crise, celles — et elles sont nombreuses — où les salaires se sont effondrés par rapport à* 1929-1930, *l'échelle mobile serait un désastre. Elle bloquerait le standard de vie de ces ouvriers au niveau le plus bas, elle les empêcherait de profiter du renouveau de l'activité économique pour faire remonter leurs salaires — leurs salaires réels — vers le niveau des bonnes années. Ils auraient connu les vaches maigres, ils s'interdiraient de connaître les vaches grasses.*

*Concluons : La dévaluation n'est pour la classe ouvrière ni un bien, ni un mal. Elle n'est pas nécessairement un mal, mais elle n'est pas non plus nécessairement un bien : elle n'est un bien que si la classe ouvrière* veut *en profiter, et pour cela* garder ses mains libres.

R. Louzon.

## PAROLES D'HIER...

*La révolution soviétique n'a jamais soutenu et ne soutiendra jamais les desseins militaires de nul impérialisme.* Marcel Cachin.

*Absolument absorbé par son travail d'édification intérieur, le gouvernement soviétique se tient éloigné des intrigues et manœuvres diplomatiques et se refuse à la partcipation de tout groupement militaire et politique de quelque nature qu'il soit...*

*...Outre l'absence de critères exacts pour différencier les guerres offensives et défensives, le système des pactes de garantie régionaux fondés sur l'assistance mutuelle peut facilement finir par ressembler dangereusement au système des alliances d'avant-guerre. Système qui est lui-même une menace pour la paix.*

Litvinof.

⁂

*Est-ce que la France a cessé d'être le pays impérialiste le plus armé du monde, celui qui négocie, sans doute par contrainte, des accords techniques, des traités de commerce avec l'U.R.S.S., mais qui ne signe des alliances qu'avec ses pairs en brigandage?...* P.-L. Darnar.

*Ainsi nous lutterons contre la préparation fasciste chez nous. Savez-vous ce que disent les camarades Allemands : « Luttez contre le fascisme chez vous, c'est le meilleur moyen de soutenir la lutte des ouvriers d'Allemagne et dans tous les pays où le fascisme existe. »*

*On est venu ici essayer de faire croire que l'U.R.S.S. se rapprochait des capitalistes, et que nous allions assister à une transformation éclatante générale et profonde de la politique révolutionnaire des bolcheviks. On raconte ces histoires-là à de petits enfants, qui ne connaissent pas le premier mot de la lutte de classes.* (Applaudissements.)

Racamond.

*Pour l'impérialisme français se pose la question: Maintenir coûte que coûte le système de Versailles pour contenir le développement de l'impérialisme allemand. Il y a des bourgeois et des crétins qui peuvent croire possible un appui de l'Union Soviétique au système de Versailles. Mais il n'est pas un ouvrier sérieux qui puisse penser ainsi.*

Sémard.

*Jamais l'Union Soviétique ne sera l'alliée d'un pays quelconque impérialiste. L'Union Soviétique est l'expression de la classe ouvrière internationale. Jamais l'armée rouge ne sera une armée alliée à des armées impérialistes.* L'I.S.R.

*L'U.R.S.S. signant un traité militaire avec la France impérialiste, cela ne peut germer que dans l'esprit des soutiens de l'impérialisme français, dans l'esprit des ennemis les plus acharnés de l'U.R.S.S. pour jeter le trouble dans les masses.*

*A l'heure actuelle, la bourgeoisie française et les chefs socialistes et réformistes se servent du fascisme d'Allemagne pour développer dans les masses l'idée de la guerre nécessaire contre le fascisme. C'est ainsi que Ziromsky disait que s'il s'agissait de la guerre contre le fascisme hitlérien, il était prêt à mettre sac au dos et fusil en main.*

Monmousseau.

◇◇◇

## PAROLES D'AUJOURD'HUI

*Nul ne peut accuser la France de vouloir la guerre.* Les Izvestia.

*L'armée rouge : dangereuse pour ses ennemis, et utile à ses amis.* Les Izvestia.

*Staline ne pouvait désapprouver la France : ce n'est pas sérieux.* Vaillant-Couturier.

*Le défaitisme révolutionnaire exige que nous luttions pour la défaite de la contre-révolution hitlérienne...*

*Nous sommes résolus, en cas de guerre, à accomplir notre devoir de défense révolutionnaire s'il coïncide avec la prétendue défense nationale.*

G. Péri.

## NOTRE ENQUÊTE (1)

# AU SYNDICAT LE POUVOIR !

*Nous avons publié dans notre dernier numéro la critique détaillée de nos camarades algérois. On va trouver cette fois la réponse collective que nous font les camarades de* Plus loin *dans le numéro de mai de leur organe, et une lettre du camarade Jacquet.*

*Nous publions toutes ces réponses sans commentaires, nous réservant de faire une réponse d'ensemble lorsque l'enquête sera close.*

### Commentaires de « Plus Loin »

La *Révolution Prolétarienne* du 10 mars a publié un appel dont les idées se rapprochent beaucoup des nôtres. Nous avons toujours pensé et nous l'avons exprimé plusieurs fois que, dans la première période post-révolutionnaire, la solution la plus simple sera de continuer *les échanges,* tels qu'ils se pratiquent actuellement, c'est-à-dire entre les diverses entreprises. Les associations de production seraient en relations libres les unes avec les autres, comme le sont aujourd'hui les patrons qu'elles remplaceraient. Quant au commerce de détail, il serait assuré par les coopératives de consommation, qui entreraient également en relations libres avec les fabricants de produits finis. Notre conception de l'avenir laisse aussi toute liberté aux producteurs individuels (artisans, cultivateurs), car il y en aura toujours. Sur ces points, nous nous étendrons plus longuement au cours de l'année.

Nous croyons, nous aussi, que les *syndicats* devraient prendre le soin d'assurer le passage entre les organisations sociales actuelles et celles de l'avenir, en fonctionnant comme des comités de salut public. Ils auraient ensuite à protéger le travail et les travailleurs et de maintenir les organisations sur le plan de la solidarité humaine.

Mais le manifeste de la *Révolution Prolétarienne* oublie totalement, nous semble-t-il, *l'administration des communes.* Ce rôle communal, Pierre Besnard l'a exposé dans son livre sur *Le Monde Nouveau.* Il y a un tas de choses qui intéressent la collectivité rurale ou citadine et n'appartiennent pas au syndicat. Pas plus que celui-ci n'a à s'occuper des échanges. L'hygiène de la commune et de ses habitants, les moyens de communication et même le contrôle de l'enseignement sont choses communales. Il y a d'ailleurs tout intérêt pour la liberté de l'individu que celui-ci ne soit pas enfermé dans une seule forme d'association.

Donc, si l'on donne aux syndicats le contrôle du travail à l'intérieur de chaque entreprise et le soin de conserver aux travailleurs l'exercice de la souveraineté sociale, il faut, à notre avis, laisser les échanges (libres) aux associations de production et l'administration aux communes.

(*Plus Loin*).

### Opinion de A.-V. Jacquet

Si je me reporte au lendemain de l'affaire Dreyfus, au temps des grandes discussions entre guesdistes et jauressistes, il me semble que l'on avait plus confiance qu'aujourd'hui dans le pouvoir du Parlement et l'efficacité de la Loi. D'où l'illusion qu'on pouvait, par la voie réformiste et législative, s'acheminer vers la cité socialiste.

Aujourd'hui, la bourgeoisie est tombée si bas que son parlementarisme est en pleine décomposition. Le fascisme n'est qu'une ombre de solution. De plus, la coopération et le syndicalisme ont si bien grandi qu'ils constituent comme des cordons de feu dessinant les formes de la société socialiste de demain. On peut, sans tomber dans l'utopie, envisager le lendemain d'une révolution prolétarienne.

L'esquisse publiée par notre *R.P.* a toute mon approbation. En un temps où il n'est question que d'autorité et de sacro-sainte discipline, — la bourgeoisie pourrie déteignant sur le prolétariat, — l'esquisse est animée d'un grand souffle de liberté et d'initiative. Par là, elle est très réconfortante.

J'en dirai tout autant de l'esprit de vérité. Dans notre communisme officiel, je discerne bien des dangers, et en premier lieu celui du mensonge systématique. C'est ainsi que le communisme officiel n'est guère qu'un surenchérissement sur l'agrarisme. On en dirait presque autant du socialisme de notre S.F.I.O.

Il y a huit ans, dans *Nation et Civilisation,* Romier, écrivain gagé du grand capitalisme, voyait que celui-ci s'acheminait vers sa crise organique. Il parlait aussitôt d'assouplir la notion de frontière et d'organiser des mutations de populations. Il préconisait ainsi des mesures impossibles à exécuter en régime bourgeois. De fait, la frontière, bien loin de s'assouplir, ne fait que se raidir de plus en plus. Son béton armé est chargé de sens. Et l'étranger est refoulé sur son pays natal.

Seul, le syndicalisme international peut briser les frontières et organiser les grandes migrations nécessaires. Considérons, par exemple, la question du blé. Il est bien certain qu'en France deux millions d'hectares cultivés intensivement peuvent suffire à nos besoins et que le blé doit disparaître des pauvres terrains où il est encore cultivé aujourd'hui. Même remarque pour la vigne, les petites céréales, etc... Il faut produire scientifiquement, avec le moins de travail possible, la plus grande quantité possible de produits agricoles. D'où nécessité de peupler certaines régions du globe et de dépeupler les autres. Seul le syndicalisme est apte à opérer ces vastes mutations mondiales. Seul, il est révolutionnaire, sachant bien que le socialisme ne peut se réaliser dans le cadre d'une nation, si vaste et si ingénieuse soit-elle.

En ce qui concerne l'enseignement, l'esquisse n'en dit mot. C'est, en effet, un sujet à traiter à part, en fonction et dans le sens de l'esquisse. A mon avis, une grosse majorité de notre Fédération unitaire ferait l'esquisse sienne et concevrait l'éducation prolétarienne sur les mêmes bases de science, de liberté et d'initiative.

Les camarades qui ont rédigé l'esquisse ont fait œuvre excellente. Telle est ma conclusion.

A.-V. JACQUET.

---

(1) Voir dans la *R. P.* du 10 mars l'objet de l'enquête, et dans celle du 10 mai, la première partie des réponses. Les deux numéros sont envoyés *franco* contre la somme de *3 francs,* en timbres-poste, ou versés à notre compte de chèque postal.

LE GOUVERNEMENT ZEELAND-DELATTRE A L'ŒUVRE

# Les gendarmes belges tirent sur les mineurs

Ça n'a pas traîné! Déjà, le gouvernement d'union nationale auquel participent les socialistes avait, tout comme un quelconque gouvernement réactionnaire, interdit au militant pacifiste français René Gérin de prendre la parole en Belgique. La quinzaine dernière, il s'est produit quelque chose de beaucoup plus grave. Au cours d'un conflit du travail dans un charbonnage, à Tamines, les gendarmes belges ont tiré sur les mineurs.

Les détails qui suivent ne peuvent être suspectés : ils sont tous tirés du *Peuple*, le quotidien du P.O.B.

Vendredi 10 mai, les mineurs de Tamines apprenaient, par une affiche patronale, la réduction de 3 francs par mois de leur allocation familiale. Réduction assez légère, en vérité, mais venant aggraver encore une situation déjà des plus précaires. Une délégation fut nommée; les directeurs n'étant pas là, aucune entrevue ne put avoir lieu. Les ouvriers cessèrent le travail et décidèrent d'attendre le retour des patrons. Les mineurs de la fosse de nuit, arrivant, se joignirent à ceux des deux fosses du matin : il y eut, dès lors, de 400 à 500 ouvriers dans la cour du charbonnage.

C'est seulement à 20 h. 30 que les patrons reçoivent leurs délégués. Mais alors que ceux-ci viennent rendre compte à leurs camarades de cette première entrevue, on annonce l'arrivée des gendarmes. Des protestations s'élèvent. Finalement, les pandores sont retirés. Pas pour longtemps... En effet, n'ayant pas obtenu satisfaction, les mineurs restent sur le terrain, décidés à passer la nuit à la mine. Alors se produit la scène tragique dont le *Peuple* du 10 mai a publié ce compte rendu :

### La scène tragique racontée par le « Peuple »

« Vers minuit, les délégués sont de nouveau rappelés au bureau de la direction. La discussion s'éternise lorsque, soudain, un cri s'élève du carré où quelques mineurs sont en observation : « Les gendarmes! les gendarmes! »

« Une charge rapide et brutale. Les gendarmes tirent des coups de fusil. En effet, malgré la promesse faite par M. l'ingénieur Bernier, que la gendarmerie n'interviendrait plus, voici qu'un groupe compact de gendarmes venus d'Auvelais et de Namur pénètre, au pas de charge, dans la cour du charbonnage et fonce sur les ouvriers assemblés en face des bureaux. Une panique se produit, un groupe d'une bonne centaine de mineurs recule vers le puits en couvrant sa retraite au moyen des bois de mines se trouvant sur la cour. La lampe électrique qui éclaire la cour est brisée. Dans l'obscurité c'est une galopade folle, des cris de douleur de quelques ouvriers frappés par les gendarmes, lesquels avancent vers le puits en s'éclairant au moyen de lampes électriques de poche.

« Soudain, *sans que la moindre sommation ait été faite*, des coups de feu éclatent. Les gendarmes viennent de faire usage de leurs armes. Les balles claquent sur les tôles et les fers du puits où sont assemblés une partie des ouvriers. A partir de ce moment, les grévistes, rendus furieux, annoncent à la gendarmerie qu'ils vont rendre coup pour coup. La bagarre devient générale. Les ouvriers lancent des bois de taille, des boulons et autres projectiles dans la direction des gendarmes.

« Les mineurs installés sur le carré résistent à l'assaut de la gendarmerie. Le commandant de la brigade de Namur et le chef de brigade d'Auvelais veulent, sabre au clair, monter sur l'escalier qui conduit au carré. Les grévistes refusent de se rendre. Il ne sera plus possible d'essayer de déloger les grévistes de leur retranchement devenu inexpugnable. La gendarmerie déblaya ensuite la cour du charbonnage. Les ouvriers qui n'ont pu se réfugier sur le carré sont expulsés, tandis que l'on maintient en état d'arrestation les deux délégués syndicaux.

« Vers 7 heures du matin, les délégués syndicaux furent chargés de négocier avec les grévistes retranchés. Ils viennent dire à leurs camarades que le commandant de la gendarmerie est décidé à maintenir le blocus et à ne pas laisser passer le moindre aliment aux grévistes. Ceux-ci font demander si en cas de soumission ils seront tous laissés en liberté. La réponse est négative. Les mineurs décident de résister jusqu'au bout. Mais le froid de la nuit et la faim qui commençait à tenailler les grévistes, de même que l'arrivée d'une nouvelle brigade de gendarmes à cheval eurent raison de la résistance des mineurs, et à 8 heures du matin, après une nuit singulièrement mouvementée, les 117 mineurs du carré se rendaient à la maréchaussée.

« Les mineurs descendent, les uns après les autres, du carré. Ils sont placés sur deux rangs et doivent chacun décliner leur identité. Parmi les 117 mineurs, six seront maintenus en état d'arrestation. Ce sont les nommés Joseph Bodart, Arthenay, Bodart, Ortin Barbiaux, de Falisolle, Emile Cappelmane, d'Arsimont, Emile Mathieu, de Moignelée, le sixième étant également de Moignelée. »

### Delattre laissant tirer sur les mineurs !

Quelques jours après, le *Peuple* tenta d'atténuer l'importance de sa propre relation des faits, en évoquant, selon la formule, les « agitateurs irresponsables » qui ne cherchent qu'à créer des difficultés aux socialistes du gouvernement. Mais le quotidien socialiste se donnait à lui-même le plus catégorique des démentis; il écrivait, quelques lignes plus loin : « L'événement a surgi avec une rapidité foudroyante, se produisant spontanément... »

Et il ajoutait :

« Ce qu'il y a de certain, c'est qu'aucun gendarme n'a reçu la moindre égratignure. Le chef de la brigade se crut tellement menacé qu'il fit tirer dans la direction des ouvriers qui s'enfuyaient vers le carré. Voilà le fait essentiel de cette nuit mouvementée. Cet acte fut une maladresse, cause des dégâts qui furent occasionnés au puits.

« Le sang n'a pas coulé, heureusement, mais s'il avait coulé, le commandant aux décisions extrêmes porterait aujourd'hui une responsabilité qui n'échappera pas, nous en sommes convaincus, à tous les honnêtes gens et particulièrement aux membres du gouvernement d'union nationale. Car, nous vivons sous le signe du gouvernement d'union, et l'on ne peut pas permettre qu'à la moindre alerte les fusils partent tout seuls! »

La responsabilité du gouvernement est engagée, cela ne fait pas de doute, le *Peuple* lui-même ne peut s'empêcher de le reconnaître.

Et, dans ce gouvernement, que voyons-nous ? Aux côtés des citoyens Henri de Man et P.-H.

Spaak, nous y voyons l' « ouvrier mineur » Delattre, c'est-à-dire le propre dirigeant des mineurs belges, l'ancien président de l'Internationale minière, devenu ministre du travail.

Le citoyen Delattre, s'il se solidarisait avec son collègue directement responsable des coups de feu de Tamines, montrerait on ne peut plus clairement aux ouvriers belges ce que peut « réaliser » de « positif » un gouvernement d'union nationale : faire tirer sur les mineurs syndiqués, au nom de ministres socialistes et, particulièrement au nom d'un socialiste cumulant ses fonctions de ministre avec celles de secrétaire de son organisation corporative.

Delattre laissant tirer, en attendant de faire tirer, sur les mineurs belges, sur *ses mineurs!* De plus en plus séduisante la formule Van Zeeland.

M. CH.

# A TRAVERS LES LIVRES

**ERNEST POISSON : Comment j'ai vécu les malheurs de la Banque des Coopératives** (Imprimerie Coopérative, Rouen).

S'il est un homme bien placé pour avoir connu et vécu les malheurs de la Banque des Coopératives, c'est évidemment Poisson. Secrétaire de la Fédération nationale des Coopératives depuis plus de vingt ans; ayant aidé à mettre la Banque au monde, il l'a suivie pas à pas, dans la mesure où un membre de son conseil d'administration pouvait en suivre la marche; il est vrai qu'il n'était pas un membre ordinaire, mais un membre influent, le plus influent après Gaston Lévy, c'est-à-dire après le dieu de la maison.

Son livre pouvait être une véritable histoire d'une période grave, peut-être décisive, du mouvement coopératif. Il le promet en annonçant une « tranche de vie sociale ». On attend une confession douloureuse, mais courageuse. Hélas ! on est en présence d'une défense de l'auteur, même quelquefois d'un panégyrique et surtout d'un réquisitoire contre Lévy. Malgré ses trois cents pages, ce livre ne tient pas ce que son titre promettait; cependant, il serait inexact de dire qu'il n'apporte rien.

Poisson raconte comment il apprit les difficultés de la Banque. C'était en février 1934. L'échéance du 15 allait-elle pouvoir être faite ? Elle le fut. Mais la peur avait été vive. D'autant plus vive que jusque là tout le monde, à la tête de la coopération comme en bas, croyait la Banque en pleine prospérité, les bilans présentés étaient régulièrement brillants; le dernier comme les autres. En réalité, la Banque était dans une désastreuse situation. Pour la maintenir debout, pour faire face à ses échéances, Poisson et ses camarades du Magasin de gros frappent à toutes les portes, au ministère des Finances, à la Banque de France, à la Fédération internationale des Coopératives, aux mouvements coopératifs des autres pays, à ceux d'Angleterre et de Russie particulièrement. Toutes ces démarches, dont le récit nous est fait, demeurent vaines ou à peu près vaines. Les services de la Banque de France sont mieux au courant de la situation exacte de la Banque des Coopératives, dont ils ont vu sans doute galoper la cavalerie, que le conseil d'administration de la Banque Coopérative lui-même. M. Germain-Martin fait juste ce qu'il faut pour échapper au reproche de n'avoir rien fait; cela lui vaut de la part de Poisson beaucoup de louanges et de remerciements. En réalité, il me paraît de plus en plus établi que sous les yeux indifférents du ministre du Travail Marquet et de celui des Finances Germain-Martin, la grande Banque a profité des difficultés où s'était mise la Banque des Coopératives pour lui casser proprement les reins. Du côté de la solidarité internationale, même insuccès. Il ne restait plus au mouvement coopératif qu'à essayer de sauver lui-même sa Banque, et d'abord de lui éviter la faillite et une liquidation qui auraient emporté une bonne partie des coopératives. C'est évidemment le mérite de Poisson d'avoir à ce moment réussi à éviter la mise en faillite et d'avoir obtenu un concordat à 100 % gagé sur des engagements précis du mouvement coopératif.

Comment la Banque des Coopératives en était-elle arrivée là ? Poisson accuse la gestion de Lévy, sa participation hasardeuse à des affaires industrielles qui n'avaient rien de commun avec la coopération. Il parle aussi d'intérêts trop élevés payés aux déposants. Cet argument revient souvent. Il ne doit pas avoir, cependant, même aux yeux de Poisson, une grande valeur, puisque ce taux d'intérêt est resté le même dans la nouvelle organisation financière qu'il a mise sur pied. Tous les malheurs de la Banque seraient le fait de Gaston Lévy. L'attaque n'est même pas toujours belle. Ces grands hommes ne s'aimaient pas. Ou bien ils ont vite fait de se piétiner quand ça ne va plus.

J'aurais souhaité que Poisson nous montrât une autre face de l'affaire. Il ne donne pas d'explication sur le manque de contrôle pendant douze années. Les organismes de contrôle n'ont pas fonctionné. Comment cela a-t-il pu être possible ? Fonctionneront-ils mieux désormais ? Quelles mesures sérieuses ont été prises ? Il ne parle pas non plus, plus exactement il glisse trop légèrement sur la naissance de la Banque à un moment où le Magasin de gros totalisait un déficit de 40 millions. D'où, pour cacher ce déficit, des bilans de la Banque habilement arrangés; l'habitude contractée au départ s'est poursuivie pendant douze ans; c'était forcé. Poisson ne parle pas non plus de la centaine de millions engloutis dans les coopératives en mauvaise posture. Il y a une centaine de millions de perdus, ou presque, dans des affaires industrielles extérieures à la coopération; il y a une même somme compromise dans des coopératives.

C'est ce qui rend si grave la crise provoquée par l'affaire de la Banque des Coopératives. Ou la coopération changera ses méthodes de gestion, de contrôle, toute sa conception du mouvement coopératif, ou elle ne surmontera pas cette crise. Un changement radical de méthodes implique un changement d'hommes. Tous ces emplâtres s'avéreront complètement vains. Le scandale étouffé de la Mutuelle, le récent conflit des gérants de l'Union des Coopérateurs de la région parisienne, le rejet d'une décision des Cercles de coopérateurs, en ont fait tout récemment la démonstration. Il ne semble pas que le mouvement coopératif soit prêt à faire litière des mœurs autocratiques qui l'ont amené dans la triste situation qu'a révélé l'affaire de la Banque. — P. M.

LETTRE D'ANGLETERRE

# Le Jubilé de George V

*Londres, le 6 mai 1935.*

Il y a tout juste deux minutes que le roi a allumé du Palais de Buckingham un bûcher placé dans Hyde-Park. De ce bûcher, le feu sera mis, bûcher après bûcher, sur toute l'Angleterre et l'Ecosse afin que le pays devienne un immense brasier. C'est de cette façon que l'on procédait, au temps de l'Invincible Armada, pour signaler l'arrivée de la flotte espagnole. Mais aujourd'hui, il s'agit seulement d'inciter la population tout entière à descendre dans la rue pour fêter — probablement dans la bière et le vin, car demain il y aura beaucoup de gueules de bois — les 25 ans de règne du roi George V.

Aujourd'hui nous autres, socialistes révolutionnaires républicains, sommes peut-être les gens les plus isolés de l'Angleterre. Mes deux fils reviennent justement du Parc municipal où il y a eu de grandioses illuminations. L'un d'eux arbore une grande médaille en métal blanc avec les effigies du roi George et de la reine Marie; l'autre est trop jeune pour tant d'honneur. Mais visiblement il pense au jour où il sera assez grand pour aller à l'école du comté, qui distribue ces médailles — école fondée et entretenue d'après des principes socialistes impeccables! Ni l'un ni l'autre ne peuvent comprendre la mélancolie que j'éprouve.

L'opinion de ces deux gamins n'est pas sans signification. Au téléphone, George Lansbury, le leader du Labour Party, vient de me dire que les rues principales de l'est de Londres, le fief du socialisme londonien, sont à peine pavoisées, leurs habitants ont traité le Jubilé avec une indifférence digne d'une classe ouvrière audacieusement irrespectueuse. Mais il ne s'agit là que des voies principales; les petites rues, les impasses au contraire sont bourrées de drapeaux; des familles dont les revenus se comptent en shillings ont dépensé tout leur avoir pour pavoiser.

Le Parti Communiste a édité une brochure qui dit très exactement combien la famille royale coûte aux travailleurs anglais, — mais sa diffusion n'a pas été très étendue.

Les syndicats des Galles du Sud, ont employé le jour du Jubilé pour une manifestation du genre du 1er mai, — mais les discours étaient en majeure partie de caractère constitutionnel et destinés à expliquer aux travailleurs comment il faut utiliser le système monarchique pour arriver au socialisme.

Dans Fleet Street, il y avait une bannière en travers de la rue sur laquelle on lisait : « *Dieu protège le Roi* »; au passage du carrosse royal elle se déroula et laissa voir : «*Travailleurs de tous les pays unissez-vous* ». Mais la foule, en partie cependant composée de travailleurs s'en saisit, la déchira et fit irruption dans les bureaux des responsables de cette manifestation dans l'intention évidente d'attraper les jeunes femmes qui s'en étaient rendues coupables afin de leur donner une fessée; elles durent se réfugier derrière une porte portant l'inscription : « Dames »; les ouvriers anglais, toujours respectueux de la loi, n'insistèrent pas.

Ce fut la seule note discordante. Sans aucun doute la population britannique est extrêmement « loyaliste », comme disent les journaux.

Pourquoi cela? En partie sans doute pour des raisons... qui ne relèvent pas de la raison. Tout le monde aime pavoiser et ne déteste pas d'avoir aux yeux de la société une excuse pour se saoûler. La vie est si monotone dans une grande ville, que tout ce qui vient l'égayer est le bienvenu. Mais il y a une raison cachée et plus profonde.

Une anecdote que j'ai recueillie en Scandinavie, l'explique. Les trois pays scandinaves, Suède, Norvège et Danemark ont maintenant des gouvernements socialistes. A Copenhague, on me montra des affiches des partis victorieux, qui pour la première fois (me dit-on) portaient non seulement le drapeau rouge, mais aussi le drapeau national. En qualité d'Anglais impérialiste, on s'attendait à me voir admirer. Je ne le fis pas; j'objectais, conformément aux vieux principes que le nationalisme et l'impérialisme étaient des maux et que je croyais au socialisme international.

Mais mon ami danois reprit : « Ici nous avons un proverbe qui dit : On est mieux dans une ville du roi Christian que dans un camp de concentration nazi ». C'est vrai jusqu'à un certain point. Seulement c'est une réponse qui ne peut convenir qu'à une classe ouvrière dont le mouvement est en recul. Tant que le roi Christian ou le roi George régneront au Danemark ou en Angleterre, il est probable que les classes dirigeantes respecteront la Constitution. Cela n'empêchera ni les salaires de diminuer, ni le socialisme de demeurer un rêve lointain, mais les assassinats en grande série, la suppression des syndicats, la confiscation des biens de la classe ouvrière, ne seront probablement pas à craindre. Et c'est appréciable, en Europe, où le fascisme demeure le plus grande danger actuel.

A propos d'Europe, qu'il me soit permis de dire que le Jubilé a été une bien piètre exhibition. L'Empire britannique n'est plus ce qu'il était dans mon enfance, mais les autorités auraient tout de même pu faire mieux. Il reste encore pas mal de coins sur la terre où l'Anglais est resté « dieu » et où il s'impose comme autrefois. On ne s'est même pas servi de cela pour rehausser le spectacle. Qu'est-ce que la foule des badauds massée autour de la cathédrale Saint-Paul, a vu? Un défilé des voitures contenant des gens à l'aspect quelconque en hauts de forme ou en uniformes, parmi lesquels les gouverneurs du Canada, de l'Afrique du Sud, de la Nouvelle-Zélande,... etc. C'est tout. Il n'y avait pas de radjhas hindous avec des turbans et des diamants, pas d'éléphants, pas de sultans arabes à dos de chameaux, pas de chefs zoulous à plumes, même pas un authentique « chasseur de têtes » du Bornéo. Et puis les drapeaux et les guirlandes des rues étaient presque tous en papier. La foule était considérable, mais pas beaucoup plus imposante que celle qui accueillit Charlie Chaplin, la dernière fois qu'il vint dans sa ville natale.

Il y eut une raison politique bien définie pour cette célébration. Il n'est pas dans la coutume de célébrer les 25 ans de règne d'un roi britannique, avec tant de tapage. Les 25 ans de règne de la reine Victoria ont passé sans toutes ces histoires. George III fut le seul roi avant elle qui régna 25 ans. Personne ne commémora cet anniversaire. Il est vrai qu'il y avait quelques bonnes raisons à cela. George III avait trouvé moyen de chercher querelle aux Colonies Américaines et avait perdu la plus grande partie de ce qui était alors l'Empire Britannique; il avait essayé d'arracher le contrôle du Parlement aux mains de l'oligarchie Whig et avait été battu à plate couture; et aussi il s'acheminait vers l'asile de fous qui fut sa dernière demeure. En somme il y avait bien peu de raisons pour célébrer l'anniversaire de son avènement.

L'annonce du Jubilé fut donc une surprise pour tout le monde. Même son organisation montre qu'on a été pris au dépourvu. De plus, des rumeurs persistantes ont transpiré jusque dans les journaux, que le roi lui-même s'y était énergiquement opposé. George V est un homme âgé, d'une santé

précaire, et il n'y a rien qui ne l'ennuie plus — à ce que l'on dit — que de rester pendant des heures guindé dans son uniforme à recevoir et rendre des politesses et à serrer la main aux notabilités. Des semaines de ce régime peuvent compromettre sérieusement sa santé. Mais les considérations politiques ont plus de poids que la santé et la tranquillité d'un vieux monsieur...

⁂

M. Macdonald, notre Premier actuel, sera bientôt obligé de donner sa démission. Personne, pas même les tories, ne peut plus le supporter. Quelle retraite digne de lui choisira-t-il? Le palais d'un vice-roi des Indes ou la Chambre des Lords ? Nous ne savons. Mais il est très probable que M. Baldwin, le leader conservateur, sera à la tête du prochain gouvernement et ce qui l'aidera beaucoup c'est qu'il aura derrière lui, non seulement le parti « loyaliste » mais la même formation de gouvernement national que celle que M. Macdonald a rassemblée en 1931. En dehors de lui, le seul chef de gouvernement possible, serait George Lansbury le leader actuel du Labour Party, socialiste « vieux jeu », qui très certainement entreprendrait de mener à bien le programme socialiste par les moyens parlementaires, s'il avait une majorité. Cela, du point de vue de nos maîtres, serait un désastre qu'il faut éviter à tout prix...

En conséquence, je pense qu'il est sage de prédire qu'il y aura des élections avant que l'enthousiasme du Jubilé ne soit tombé et tandis que les drapeaux flottent encore. M. Baldwin pourra alors être Premier ministre, tranquillement, pendant cinq nouvelles années, après quoi, Lansbury, peut être mort — car c'est un très vieil homme — ou, en tout cas, si vieux qu'on puisse le négliger et quelque « homme sûr » aura pris sa place. Alors, tout continuera comme avant, et le Jubilé sera oublié depuis longtemps.

⁂

Je m'aperçois que je ne vous ai pas encore parlé du personnage principal. Quel genre d'homme est le roi George V ? Je ne peux pas vous en dire grand'chose. C'est un bon roi, en ce sens qu'il intervient très peu. Le meilleur roi est celui qu'on voit et qu'on n'entend pas, tout comme les enfants du siècle dernier. Le roi George a rempli ses devoirs, peu pénibles, dans cet esprit. On a cependant quelque raison de croire qu'en 1931, M. Macdonald s'en est servi dans son complot pour briser le gouvernement du Labour Party et lui substituer un gouvernement « national »; mais il y a des chances, que dans cette affaire le roi n'a agi que sur les conseils du Premier ministre, ce qui, après tout, était correct du point de vue constitutionnel.

Il est peu probable que l'actuel représentant de la royauté soit un obstacle au socialisme constitutionnel, si jamais nous arrivons à en faire l'expérience en Grande-Bretagne. Je pense en revanche que le règne d'Edouard VIII sera certainement beaucoup plus intéressant pour l'historien qui écrira dans un millier d'années : Edouard, Prince de Galles, est un jeune homme plein d'ardeur, qui a toujours porté beaucoup d'intérêt à la classe ouvrière. On se doute bien qu'un homme dans sa position ne peut pas devenir un leader socialiste, ni véritablement défendre les ouvriers, mais il peut facilement se servir de son pouvoir — qui est immense théoriquement — pour intervenir en politique quand il il pensera que « l'intérêt du peuple est en jeu ». Cela peut conduire à une sorte de fascisme royal, dans le genre du régime du roi Alexandre de Yougoslavie.

Mais ce ne sont que conjectures.

En attendant, les socialistes constitutionnels d'ici crient : *Dieu protège le Roi*, ce qui signifie — consciemment ou non — : *Puisse la monarchie nous sauver du fascisme !*

W.-R. Postgate.

# Notes sur l'U.R.S.S.

## Un appel à l'opinion révolutionnaire mondiale

Nous avons reçu, avec prière d'insérer, l'appel suivant :

*Tandis que la répression contre les éléments révolutionnaires dans les pays capitalistes et fascistes provoque de légitimes protestations de l'opinion prolétarienne, on parait ignorer le martyre des révolutionnaires russes. Devant la vague de répression sans cesse grandissante en Russie qui s'acharne particulièrement sur des militants dont la sincérité révolutionnaire et le désintéressement sont incontestables, un* Comité International contre la répression antiprolétarienne en Russie s'est constitué (1). *Il entend dénoncer au monde révolutionnaire international des actes odieux d'un gouvernement dictatorial qui, au mépris de l'esprit de la révolution d'octobre, se maintient au pouvoir en exerçant la terreur policière.*

*Cette terreur, loin de défendre un régime socialiste, sert au contraire à prévenir l'explosion protestataire légitime d'un peuple contre la détresse matérielle et le despotisme.*

*Profitant d'un acte individuel dont fut victime Kirov, le gouvernement russe accentue violemment la répression: Selon les communiqués officiels russes, moins de 48 heures après la mort de Kirov, plus d'une centaine de personnes étaient fusillées, sans qu'évidemment une instruction sérieuse ait pu être matériellement menée. On constate que cette répression n'atteint guère les derniers représentants de la bourgeoisie et de l'aristocratie russes, mais qu'elle frappe surtout les éléments restés réellement fidèles à la révolution.*

*Parmi les* milliers *de nouvelles victimes, socialistes de gauche, oppositionnels communistes, anarchistes, se trouvent entre autres :*

Sandomirski, *ancien militant anarchiste, bagnard politique sous le tzarisme, ferme soutien de la politique bolcheviste au temps où elle avait encore quelque souci de représenter la révolution socialiste.*

Novomirski, *également prisonnier politique sous le tzarisme, brillant publiciste consacrant le meilleur de son talent à la « Grande Encyclopédie Soviétique », et dont le seul crime consiste à ne pas renier ses convictions libertaires.*

Askarov, *prisonnier politique sous le tzarisme comme les précédents, qui prit une part particulièrement active à la révolution d'Octobre et connut déjà à plusieurs reprises les rigueurs de la répression gouvernementale.*

*Fait plus grave encore : au pays où soi-disant s'édifie le socialisme et qui fut si souvent présenté comme la patrie des travailleurs du monde, le gouvernement n'hésite pas à étendre les persécutions aux réfugiés politiques étrangers ayant eu le malheur de croire au droit d'asile qui leur était offert. La réaction frappe implacablement ces militants, sans égard pour leur irréprochable passé révolutionnaire.*

*Citons dans le nombre :*

Gaggi, *militant anarchiste italien du bassin minier du Val-d'Arno, réfugié en Russie depuis* treize ans *pour échapper à une condamnation de* trente ans *de prison en Italie fasciste. Il est séquestré depuis le* 4 *janvier dans les geôles russes.*

Calligaris, *communiste oppositionnel qui a subi de nombreuses condamnations en Italie. Réfugié*

(1) Adresse du Comité : maison des Artistes, Grande-Place, Bruxelles (Belgique).

*en Russie après trois ans de déportation aux Iles, le voici cette fois dans les cachots du Guépéou.*

Merini, *ex-représentant des Jeunesses Communistes au Comintern, ayant subi la prison et la déportation pour son activité illégale en Italie. Il reprend son calvaire de prisonnier au pays où ses camarades de parti sont au pouvoir.*

*Tous ces camarades — comme des centaines d'autres — sont arrêtés et emprisonnés sans qu'il soit possible d'avoir le moindre éclaircissement sur leur sort et sur l'inculpation dressée contre eux. Eux-mêmes sont dans l'impossibilité de faire valoir la moindre défense, étant donné que leur destin dépend uniquement de la décision sans appel des fonctionnaires du Guépéou, statuant sans entendre ni plaidoyer ni témoignage.*

*Etant donné la rigueur du renouveau de la répression, on est en droit de se demander ce que vont devenir ceux qui depuis longtemps sont la proie de la pseudo-justice gouvernementale. Elle ne manquera certes d'exercer sur eux des représailles cruelles. Que va devenir* Petrini, *le rebelle anarchiste d'Ancône, exilé à Astrakan ? Que va devenir l'écrivain prolétarien* Victor Serge, *déporté dans les steppes neigeuses d'Orenbourg?*

*Vous tous qui partagez notre anxiété, joignez-vous à notre action pour proclamer : non seulement la liberté des victimes actuelles, mais encore empêcher à jamais le renouvellement de pareilles exactions en revendiquant :*

1° *L'abolition des condamnations administratives (c'est-à-dire sans aucune garantie de défense).*

2° *L'amnistie générale pour tous les révolutionnaires emprisonnés.*

3° *La liberté pour ceux-ci, nationaux ou étrangers, de quitter le territoire russe.*

*En déclenchant une telle campagne, les signataires ne se dissimulent pas qu'elle provoquera de graves dissensions au sein du mouvement révolutionnaire. Nous sommes obligés d'aller au-devant de cette situation, ne pouvant abandonner de dignes camarades dont nous sommes solidaires, et nous en rejetons toute la responsabilité sur le gouvernement russe.*

*C'est pourquoi nous vous demandons :*

*Appuyez notre action!*

*Apportez-nous votre aide effective!*

*France :* L. Barbedette, S. Faure, J. Mesnil, H. Zisly, E. Armand, Han Ryner, G. Pioch, R. Gérin, E. Bauché, M. Parijanine, M. Wullens, Magdeleine Paz, R. Louzon, M. Paz, A. Prudhommeaux, Eug. Humbert, Jeanne Humbert, R. de Sanzy, Raymond Offner, Henri Poulaille, Betty Brunschwicg, G. de Lacaze-Duthiers, Perrisaguet.

*Belgique :* Léo Campion, Gaston Derycke, Sadi de Corter, Ernestan, Hem Day, I. Met, Raoul Piron, Charles Plisnier, G. Ramen, Mil Zankin, L. Odekerken, H. Derive, P Drèze, L. Derive, P. Chatelain-Tailhade, Pierre Fontaine, F. Liebaers, War van Overstraeten, Marah, Vandercammen, J. Frères, A.-C. Ayguespaerse, Marcel van Diest, C. Mattart, F. Heusy.

*Hollande :* Gé Nabruik, Hud Madlener, Wim Jong, L.-I. Botjr, Alb. de Jong, Han Kuysten, Bep. Max, Wim Wessels.

*Autriche :* Pierre Ramus.

*Suisse :* L. Bertoni, Ch. Frigerio, B. de Ligt.

*Espagne :* A. Santillan, Fred. Uralès, Fred. Montseny.

*Grande-Bretagne :* H. Runham Brown.

L'appel contre la répression antiprolétarienne en Russie nous donne l'occasion de quelques informations sur la justice politique en U.R.S.S.

Tout d'abord, il n'y a pas plus de droit politique dans la pratique répressive que d'articles pour délits d'opinion dans le code de la justice.

Chaque citoyen est tenu d'être d'accord avec la politique du gouvernement (c'est-à-dire de Staline et son Bureau politique) et de la soutenir. Tout contrevenant est taxé de contre-révolutionnaire et traité comme tel, et ceci dans le sens le plus absolu des mots. Qu'on en juge :

Tous les mécontents du régime, les anarchistes, les communistes dissidents, les socialistes, les démocrates blancs et les monarchistes tombent sous le coup des mêmes articles de loi. Ils sont tous des *contre-révolutionnaires !*

De là, tout le reste.

Un contre-révolutionnaire, ça ne se juge pas, ça se condamne et ça ne nécessite pas de gants pour être supprimé.

Deux genres d'organes se partagent la besogne : le Conseil de l'Intérieur (ancien collège de Guépéou) qui « administre » des condamnations sans aucune simagrée de jugement, et les tribunaux militaires qui, eux, jugent, mais à *huis clos* et *sans défense.*

Les condamnations pas plus que le fait du jugement (non son contenu) ne sont connus du public qu'excessivement rarement — cas de Zinoviev et des assassins de Kirov dernièrement — tous les autres disparaissent de la vie soviétique dans le plus grand silence; seuls les proches pourront, par déduction, se former quelque idée de la cause de l'*enlèvement* d'Etat.

Car c'est bien d'enlèvement dont il s'agit et il n'est pas actuellement une seule famille soviétique qui ne connaisse un cas devenu classique dans le genre de celui qui suit :

Pierre, un collègue d'atelier ou de bureau, un voisin, un ami, un habitant de votre village ou un parent, a émis au cours d'une petite réunion familiale ou d'amis, le soir autour du samovar, quelques réflexions pourtant bien prudentes sur les malheurs du temps; il aura même peut-être fait une toute petite allusion au doute qu'une telle misère puisse engendrer le bien-être et la liberté pour les travailleurs.

Le propos a été rapporté.

Trois jours après, vous ne le voyez plus à l'atelier et vous ne l'y reverrez jamais.

Par sa femme, vous apprendrez qu'à deux heures du matin des agents de l'Intérieur (Guépéou) ont perquisitionné dans le logement et emmené son mari.

Où ? On ne le lui dira pas, mais elle ira tout de même lui faire transmettre quelques victuailles à la prison dite « Intérieure » de Guépéou, le chemin de la répression est si connu que si quelqu'un disparaît on va plus facilement au guichet de Guépéou qu'à celui de la Morgue.

Pendant trois semaines, un mois, le pauvre bougre attendra son sort en prison, subissant des interrogatoires et ne pouvant recevoir aucune visite. C'est alors que ses antécédents les plus insignifiants prendront une importance décisive, que l'enquête révèle qu'il fréquentait rarement les réunions, n'était pas « de choc » et esquivait les démonstrations dites « spontanées » du 1er mai et du 7 novembre, et son affaire est claire : c'est un contre-révolutionnaire.

Sa femme recevra du Guépéou le seul signe qu'elle en aura jamais reçu pour cette affaire : un avis d'apporter tel jour, à telle heure, à la gare du Nord, des vêtements chauds pour son mari. Elle sera contente de perdre son incertitude et de le savoir en vie !

Elle le verra donc quelques minutes avant son départ pour la Sibérie et apprendra qu'il en a pour trois ou cinq ans.

Quelques lettres, permises au compte-gouttes, entretiendront le souvenir.

Et cette simple histoire est finie !

Nous n'avons pas choisi à dessein un grand héros ni un révolutionnaire actif et attitré à une tendance, mais seulement un travailleur ordinaire qui a conservé le besoin d'exprimer ce qu'il pense, et nous défions bien qui que ce soit de démentir même la généralité du cas cité.

L'absence du droit politique implique celle de peines « politiques ». Tous les moyens de répression sont donc bons pour les *contre-révolutionnaires :* la déportation, le camp de concentration, la prison, comme la peine capitale.

La déportation, c'est l'exil en Asie centrale soviétique, en Sibérie, en Extrême-Orient, c'est-à-dire là où le climat est si rude que la population libre ne s'y installe que très difficilement, régions peu peuplées, presque sans moyens de communication et très éloignées de toute frontière. Bien des villes sibériennes doivent leur origine aux déportés politiques tzaristes, et le socialisme « y continue l'œuvre de son prédécesseur ». Il peuple la forêt vierge et les déserts. Sur place, il n'est pas difficile de faire céder le déporté têtu puisqu'il ne peut quitter l'endroit assigné et doit travailler pour vivre, il n'y a qu'à l'user par un travail plus désagréable ou pénible que d'autres, ou encore ne point lui en fournir du tout. En dehors des villages entiers de paysans qu'on a déportés pour refus de se collectiviser, ce sont surtout ceux qui sont relativement connus parmi les révolutionnaires que l'on déporte.

La prison n'est pas plus agréable qu'ailleurs mais elle est beaucoup plus bondée et nous défions bien les dirigeants soviétiques de nous avouer le nombre de prisonniers qu'ils entretiennent.

La peine capitale s'exécute par un coup de revolver dans la nuque tiré par des bourreaux « socialistes » de métier et l'attentat contre Kirov donne une mesure de la facilité avec laquelle on en use.

Le régime du « minus » c'est l'interdiction de séjour infligée aux révolutionnaires jugés dangereux *après* accomplissement de leur peine.

Le camp de concentration mérite une mention spéciale parce que c'est nouveau, que son nom est trompeur et qu'il englobe des *centaines de mille* de bagnards (1). Ce n'est ni plus ni moins que le bagne, mais un bagne ouvert indifféremment aux voleurs, aux assassins, aux prostituées, aux saboteurs et aux politiques.

C'est là que vivra le « Pierre » du cas cité plus haut.

Comme sous le règne stalinien le nombre des emprisonnés s'accroissait catastrophiquement, il devenait non seulement impossible de les héberger dans les prisons, mais aussi de les nourrir sans mener le pays à la faillite, et l'imaginatif Guépéou inventa le bagne-entreprise commerciale (alias camp de concentration).

Réunis par groupes de plusieurs dizaines de mille au milieu des marais à assécher, de forêts vierges à défricher, ou sur la trace des canaux à creuser, les bagnards sont parqués dans des campements de baraques genre Adrian, sous la garde des troupes du Guépéou.

Répartis en équipes, on travaille à la tâche (norme) et on mange selon son travail 600, 400, 200 grammes, ou pas du tout, de pain par jour; la norme de travail est élevée parce que ceux qui espèrent profiter de la promesse de diminution de peine se font « oudarniks ». Les « costauds » s'en tirent, les autres se « crèvent », d'autant plus que le moindre accroc dans la productivité amène une portion réduite et que celle-ci à son tour engendre automatiquement une productivité réduite, et ainsi de suite.

Mais si le travail est dur, les mœurs le sont encore plus. Il n'est pas difficile de s'imaginer ce qui se passe lorsque nos « Pierre » vivent en promiscuité forcée de tous les instants avec la « pègre ». Celle-ci est la seule de toutes les catégories de bagnards qui soit organisée, organisée pour imposer sa loi, bien entendu. Il n'y a que le poing et le vice qui comptent à l'intérieur du camp, et il est impossible qu'il en soit autrement. Pour s'en sortir, Pierre n'a que la perspective du suicide ou de l'évasion, celle-ci conduisant souvent à la même fin que celui-là.

Après ce petit morceau de la vie soviétique, revenons à l'appel des camarades.

Oui, les révolutionnaires d'Occident faillissent à leur tâche en n'engageant pas l'action qu'exige l'abominable justice politique stalinienne et seul un large front allant des socialistes aux anarchistes pourrait avoir quelque efficacité. Les uns comme les autres souffrent d'ailleurs du régime et le droit pour les uns comme pour les autres d'exprimer leurs opinions étant la pierre de touche de la démocratie ouvrière en régime socialiste.

La citation de quelques noms donne souvent l'impression fausse qu'il n'y a que quelques révolutionnaires injustement emprisonnés à faire sortir des geôles soviétiques, alors qu'il s'agit des milliers de « Pierre » inconnus qui souffrent dans les bagnes et les prisons, alors qu'il s'agit de l'établissement du droit d'opinion pour les travailleurs et, comme première étape, d'un droit politique dans la juridiction et la répression staliniennes.

Nous nous joindrons donc à l'initiative qui englobera *toutes* les tendances du prolétariat révolutionnaire et exigera des « Soviets » en plus de ce que réclament les auteurs de l'appel : l'établissement d'un *droit politique* distinct du commun dans la répression,

Le jugement *public* obligatoire,

La garantie de *défense* avec droit de *publication* des débats pour les délits d'opinion et politiques.

Serait-ce trop demander à la « Démocratie socialiste » ?

M. Yvon.

(1) Nous n'exagérons pas puisque dans *un seul* des camps de concentration soviétiques, celui qui construisit le fameux canal de la mer Blanche à la Baltique, 12.484 détenus furent libérés à la fin des travaux pour leur conduite exemplaire, tandis que 59.516 autres virent leur peine dinimuée pour la même raison (décret du Comité Central Exécutif de l'Union, du 4 août 1933). Il est évident que si 72,000 bagnards ont pu se distinguer des autres, c'est que la masse de ces derniers atteignait au moins 2 ou 300.000, ce qui confirme d'ailleurs l'importance des travaux effectués, par le camp en question.

---

**AVANT LE PACTE :**

*L'assistance mutuelle a toujours été conçue par les Soviets comme un moyen de lever les obstacles à la réduction des armements.* G. Péri.

**APRES LE PACTE :**

*Le devoir tout d'abord leur incombe — de ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur défense nationale.* Staline-Laval.

---

*Le Gérant :* M. Chambelland.

COLLECTIONS DE " LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE "

# Précis de géographie économique

par J.-F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA
**(45 Cartes)**

**Prix : 9 francs** *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

# Un Fleuve de Sang

**Une brochure**

**Prix : UN franc**

*« Cette brochure est parfaite. »*
Andrée VIOLLIS.

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux :
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe (Compte No 734-99 Paris).

Vous ne connaissiez pas

# la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

*« L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. »*

Lisez les **numéros de propagande** que nous vous envoyons gratuitement.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C.G.T.

Nous voulons l'UNITÉ SYNDICALE, indispensable contre le fascisme et contre la guerre.

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'il vous intéresse,

**abonnez-vous sans tarder !**

*(Conditions d'abonnement en 2e page de la couverture).*

**Ni parlementarisme, ni fascisme,**
**Tout le Pouvoir aux Travailleurs !**

**Tout le Pouvoir au Syndicat !**

*Pour lutter contre les " deux ans " et la prochaine guerre, il faut savoir comment fut déclenchée et menée la guerre de 1914-1918, qui devait être la " dernière ".*

**Vient de paraître :**

Collection " *Etudes et Documents sur la guerre* "

# M. Poincaré et la guerre de 1914

par Gustave DUPIN

Un volume in-8 de 160 pages — Prix : **15** francs

**Dans la même collection :**

UN LIVRE NOIR, diplomatie d'avant-guerre et de guerre, d'après les documents des archives russes.

Correspondance d'Isvolsky, de Benckendorf, etc. - Rapports de Nekloudof, Sazonof et Kokovtsef - Conférences militaires franco-russes - L'Emprunt russe - La question des détroits.

6 volumes in-8 (2.000 pages) ..... 150. »

Se vendent séparément :

Tome II, 1912-1914 ..... 40. »
— III, Livre I, 1914-1915 ..... 12. »
— Livre II, 1915-1916 ..... 15. »
— Livre III, 1916 ..... 18. »
— Livre IV, 1916-1917 ..... 20. »

L'ABOMINABLE VÉNALITÉ DE LA PRESSE (correspondance Raffalovitch). Un volume de 480 pages ..... 25. »

LE RÈGNE DE LA BÊTE, par Gustave Dupin ..... 9. »

LES PREUVES, le crime de droit commun, le crime diplomatique, par Mathias Morhardt 15. »

L'ANGLETERRE a VOULU la GUERRE 5. »

LES SAVANTS AMÉRICAINS DEVANT LE PROBLÈME DES ORIGINES DE LA GUERRE ..... 4. »

A PROPOS de la GUERRE QUI VIENT 10. »

L'ÉPONGE de VINAIGRE, par Raymond Lefebvre ..... 3. »

LE FILM 1914, par Lucien Laforge ..... 15. »

CONFÉRENCE SUR LES RESPONSABILITÉS de la GUERRE, par Gustave Dupin 2. »

Cette collection doit se trouver dans toute bibliothèque prolétarienne

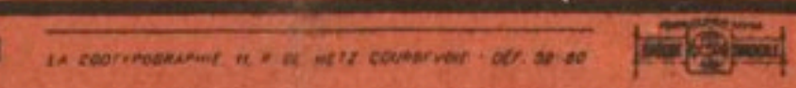
**PRIX SPÉCIAL FRANCO :**

**170** frs

ÉDITIONS DE LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS-10e
Chèque postal : 43-08 Paris

**En souscription :**

# Le Mouvement Ouvrier pendant la guerre

par Alfred ROSMER

Un fort volume — Prix : **30** francs